

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1061

[2009/201201]

**12 FEVRIER 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau et relatif à la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, notamment ses articles D.17, § 5, D.23, §§ 3 et 4, D.167 et D.170;

Vu l'article 6 du décret du 22 novembre 2007 modifiant le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 juin 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 juin 2008;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'Eau, rendu le 16 juillet 2008;

Vu l'avis 45.660/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 janvier 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne du 24 juin 2008;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau et la Directive 2006/118/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration.

**Art. 2.** Le chapitre suivant est inséré dans le Titre III de la Partie II de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau :

*"CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration*

**Art. R. 43ter-1.** Le présent chapitre établit des mesures spécifiques visant à prévenir et à contrôler la pollution des eaux souterraines. Ces mesures comprennent en particulier :

a) des critères pour l'évaluation du bon état chimique des eaux souterraines; et

b) des critères pour l'identification et l'inversion des tendances à la hausse significatives et durables, ainsi que pour la définition des points de départ des inversions de tendances.

**Art. R. 43ter-2.** Pour l'application des Titres III et suivants, les définitions suivantes sont d'application :

1<sup>o</sup> "bon état chimique d'une eau souterraine", l'état chimique d'une masse d'eau souterraine qui répond aux conditions suivantes :

\* les changements de conductivité n'indiquent pas d'invasion d'eau salée ou autre dans la masse d'eau souterraine;

\* la composition chimique, mesurée aux différents points du réseau principal de surveillance défini à l'article R. 43bis-1, est telle que les concentrations de polluants respectent les critères retenus à l'article R. 43ter-3, sous réserve des dispositions de l'annexe XIV, partie C;

\* la composition chimique de la masse d'eau souterraine est telle que les concentrations de polluants n'empêchent pas d'atteindre les objectifs environnementaux de l'article D.22 pour les eaux de surface associées, n'entraînent pas une diminution importante de la qualité écologique ou chimique des masses d'eau de surface associées et n'occasionnent pas de dommages importants aux écosystèmes terrestres qui dépendent directement de la masse d'eau souterraine;

2<sup>o</sup> "norme de qualité d'une eau souterraine", une norme de qualité environnementale exprimée par la concentration d'un polluant, d'un groupe de polluants ou d'un indicateur de pollution dans une eau souterraine, qui ne doit pas être dépassée, afin de protéger la santé humaine et l'environnement;

3<sup>o</sup> "valeur seuil", une norme de qualité d'une eau souterraine fixée par l'autorité de bassin conformément à l'article R. 43ter-3, en vue de protéger les eaux souterraines contre la pollution et la détérioration;

4<sup>o</sup> "tendance significative et durable à la hausse", toute augmentation significative, sur les plans statistique et environnemental, de la concentration d'un polluant, d'un groupe de polluants ou d'un indicateur de pollution dans les eaux souterraines, pour lequel une inversion de tendance est considérée comme nécessaire conformément à l'article R. 43ter-5;

5<sup>o</sup> "introduction de polluants dans les eaux souterraines", l'introduction directe ou indirecte de polluants dans les eaux souterraines par suite de l'activité humaine;

6<sup>o</sup> "concentration de référence", la concentration d'une substance ou la valeur d'un indicateur dans une masse d'eau souterraine correspondant à une absence de modification anthropique, ou seulement à des modifications très mineures, par rapport à des conditions non perturbées; en particulier, la concentration du fond géochimique naturel rencontré en nappe profonde ou à proximité de gisements métallifères.

7<sup>o</sup> "point de départ de l'identification", la concentration moyenne mesurée au moins au cours des années de référence 2007 et 2008 sur la base des programmes de surveillance établis conformément à l'article D.19 ou, dans le cas de substances détectées après ces années de référence, durant la première période pour laquelle une série représentative de données de contrôle existe.

**Art. R. 43ter-3.** Aux fins de l'évaluation de l'état chimique d'une masse d'eau souterraine ou d'un groupe de masses d'eau souterraine conformément à l'article R. 43ter-2, 1<sup>o</sup>, les critères suivants sont retenus :

1<sup>o</sup> normes de qualité des eaux souterraines énoncées à l'annexe XIV, partie A I.;

2<sup>o</sup> valeurs seuils énoncées à l'annexe XIV, partie A II. et fixées conformément à la procédure décrite à l'annexe XIV, partie B I. et II., pour les polluants, groupes de polluants et indicateurs de pollution qui ont été identifiés comme contribuant à caractériser les masses ou groupes de masses d'eau souterraine comme étant à risque, compte tenu au moins de la liste figurant à l'annexe XIV, partie B III.

**Art. R. 43ter-4.** § 1<sup>er</sup>. La procédure décrite à l'annexe XIV, partie C I. et II. est utilisée pour évaluer l'état chimique d'une masse d'eau souterraine. Le cas échéant, les masses d'eau souterraine peuvent être regroupées conformément à l'annexe IV, point II, 2).

§ 2. Le choix des sites de contrôle des eaux souterraines doit satisfaire aux exigences de l'article R. 43bis et l'annexe IV, point II, 2).

§ 3. Un résumé de l'évaluation de l'état chimique des eaux souterraines est publié dans les plans de gestion de district hydrographique conformément à l'article D.24.

Ce résumé, établi au niveau du district hydrographique ou de la partie du district hydrographique international située sur le territoire de la Région wallonne, comprend également l'explication de la manière dont les dépassements des normes de qualité des eaux souterraines ou des valeurs seuils constatés en certains points de surveillance ont été pris en compte dans l'évaluation finale.

**Art. R. 43ter-5.** § 1<sup>er</sup>. Les tendances à la hausse significatives et durables des concentrations de polluants, groupes de polluants ou d'indicateurs de pollution observées dans les masses ou groupes de masses d'eau souterraine classés à risque sont identifiées et le point de départ de l'inversion de ces tendances est défini, sur base de la tendance identifiée et des risques environnementaux associés à cette tendance, conformément à l'annexe XIV, partie D.

§ 2. Conformément à l'annexe XIV, partie IV.B, les tendances qui présentent un risque significatif d'atteinte à la qualité des écosystèmes aquatiques ou terrestres, à la santé humaine ou aux utilisations légitimes, qu'elles soient réelles ou potentielles, de l'environnement aquatique sont inversées au moyen du programme de mesures visé à l'article D. 23, afin de réduire progressivement la pollution des eaux souterraines et de prévenir la détérioration de l'état de celles-ci.

§ 3. Les plans de gestion de district hydrographique établis conformément à l'article D. 24 résument :

1° la manière dont l'évaluation de tendance effectuée à partir de certains points de surveillance au sein d'une masse ou d'un groupe de masses d'eau souterraine a contribué à établir, conformément à l'annexe XIV partie E, que ces masses subissent d'une manière significative et durable une tendance à la hausse des concentrations d'un polluant quelconque ou le renversement d'une telle tendance; et

2° les raisons sous-tendant les points de départ définis conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>.

§ 4. Lorsque cela est nécessaire pour évaluer l'impact des panaches de pollution constatés dans les masses d'eau souterraine et susceptibles de menacer la réalisation des objectifs énoncés à l'article D.22, et en particulier des panaches résultant de sources ponctuelles de pollution et de terres contaminées, des évaluations de tendance supplémentaires pour les polluants identifiés sont effectuées sur base de contrôles d'enquête, afin de vérifier que les panaches provenant de sites contaminés ne s'étendent pas, ne dégradent pas l'état chimique de la masse ou du groupe de masses d'eau souterraine et ne présentent pas de risque pour la santé humaine ni pour l'environnement. Les résultats de ces évaluations sont résumés dans les plans de gestion de district hydrographique établis conformément à l'article D. 24."

**Art. 3.** La section suivante est insérée dans le Chapitre III du Titre VII de la Partie II de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau :

"Section 4. Mesures de prévention ou de limitation des introductions de polluants dans les eaux souterraines

**Art. R. 187bis-1.** § 1<sup>er</sup>. La présente section complète les dispositions destinées à prévenir ou à limiter l'introduction de polluants dans les eaux souterraines qui figurent déjà dans le présent code et vise à prévenir la dégradation de l'état de toutes les masses d'eau souterraines.

**Art. R. 187bis-2.** § 1<sup>er</sup>. Afin de réaliser l'objectif consistant à prévenir ou à limiter l'introduction de polluants dans les eaux souterraines établi conformément à l'article D.22 § 1<sup>er</sup>, 2°, le programme de mesures défini conformément à l'article D.23 comprend :

1° toutes les mesures nécessaires pour s'efforcer de prévenir l'introduction dans les eaux souterraines de toutes substances de l'annexe XX, liste I, sans préjudice des paragraphes 2 et 3 du présent article.

2° pour les polluants énumérés à l'annexe XX, liste II, ainsi que pour les autres polluants non dangereux non énumérés à ladite annexe pour lesquels l'autorité de bassin estime qu'ils présentent un risque réel ou potentiel de pollution, toutes les mesures nécessaires pour limiter les introductions dans les eaux souterraines, de telle sorte que ces introductions n'entraînent pas de dégradation ou de tendances à la hausse significatives et durables des concentrations de polluants dans les eaux souterraines. Ces mesures tiennent compte, au moins, des meilleures pratiques établies, notamment des meilleures pratiques environnementales et des meilleures techniques disponibles énoncées dans la législation pertinente.

Afin de définir les mesures visées aux points 1° ou 2°, le Ministre peut préciser les cas dans lesquels les polluants énumérés à l'annexe XX, notamment les métaux essentiels et leurs composés de ladite annexe, doivent être considérés comme dangereux ou non dangereux.

§ 2. Les introductions de polluants provenant de sources de pollution diffuses et ayant un impact sur l'état chimique des eaux souterraines sont prises en compte chaque fois que cela est techniquement possible.

§ 3. Sont exclues des mesures prévues au paragraphe 1<sup>er</sup> les introductions de polluants qui sont :

1° le résultat de rejets directs autorisés conformément à l'article D.170;

2° considérés par l'autorité de bassin comme étant présents en quantité et en concentration si faibles que tout risque, présent ou futur, de détérioration de la qualité de l'eau souterraine réceptrice est écarté;

3° la conséquence d'accidents ou de circonstances exceptionnelles dues à des causes naturelles qui n'auraient raisonnablement pas pu être prévus, évités ni atténués;

4° le résultat d'une recharge ou d'une augmentation artificielle des masses d'eau souterraine autorisée conformément à l'article D.169.

5° considérés par l'autorité de bassin comme étant techniquement impossibles à prévenir ou à limiter sans recourir :

a) à des mesures qui augmenteraient les risques pour la santé humaine ou la qualité de l'environnement dans son ensemble; ou

b) à des mesures d'un coût disproportionné destinées à éliminer des quantités importantes de polluants du sol ou du sous-sol contaminé ou à en contrôler l'infiltration dans ce sol ou ce sous-sol; ou

6° le résultat d'interventions concernant les eaux de surface destinées, entre autres, à atténuer les effets des inondations et des sécheresses et à assurer la gestion de l'eau et des cours d'eau, y compris au niveau international. Ces activités, telles que le déblayage, dragage, déplacement et dépôt de sédiments dans les eaux de surface, sont menées conformément aux règles générales contraignantes et, le cas échéant, aux Permis d'environnement et autorisations délivrés sur la base desdites règles, pour autant que ces introductions ne compromettent pas la réalisation des objectifs environnementaux définis pour les masses d'eau concernées conformément à l'article D.22, § 1<sup>er</sup>, 2°.

Les exclusions prévues aux points 1° à 6° ne peuvent être appliquées que si l'autorité de bassin a constaté la mise en place efficace d'un contrôle de surveillance des eaux souterraines concernées, conformément à l'annexe IV partie II. 2) b), ou d'un autre contrôle approprié.

§ 4. L'autorité de bassin tient un relevé des exclusions visées au paragraphe 3."

**Art. 4.** L'article R.177 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Art. R.177. Tout rejet direct de substances reprises à l'article R.175 est interdit, sauf exceptions prévues à l'article D.170."

**Art. 5.** L'article R.179 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Art. R.179. Sans préjudice de l'application d'autres législations, les actions d'élimination ou de dépôt en vue de l'élimination des substances visées à l'article R.175, 2°, susceptibles de conduire à un rejet indirect sont soumises à permis d'environnement.

Au vu des résultats d'une enquête préalable, l'autorité compétente peut délivrer un permis d'environnement à condition que toutes les précautions techniques permettant de limiter ce rejet dans les eaux souterraines soient respectées."

**Art. 6.** L'article R.181 du même Code est complété par un second alinéa rédigé comme suit :

"A partir du 19 janvier 2009, ces permis d'environnement tiennent compte des exigences énoncées aux articles R.43<sup>ter</sup>-3, 4 et 5."

**Art. 7.** Le premier alinéa de l'article R.182 est remplacé par la disposition suivante :

"Lorsqu'un rejet direct est autorisé conformément à l'article R.178, paragraphe 3, ou lorsqu'une action d'élimination d'eaux usées qui conduit inévitablement à un rejet indirect est autorisée conformément à l'article R.179, le permis d'environnement doit fixer notamment :"

**Art. 8.** L'annexe XIV, de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, abrogée par l'arrêté du 3 mai 2007, est rétablie dans la rédaction suivante :

#### "ANNEXE XIV

### EVALUATION DE LA QUALITÉ DES MASSES D'EAU SOUTERRAINE

#### Partie A

#### CRITERES DE QUALITE DES EAUX SOUTERRAINES

##### I. NORMES DE QUALITÉ DES EAUX SOUTERRAINES

1. Afin d'évaluer l'état chimique des eaux souterraines conformément à l'article R. 43<sup>ter</sup>-4, les normes de qualité des eaux souterraines sont les suivantes :

Polluant	Normes de qualité
Nitrates	50 mg/l
Substances actives des pesticides, ainsi que les métabolites et produits de dégradation et de réaction pertinents (1)	0,1 µg/l 0,5 µg/l (total) (2)
(1) On entend par "pesticides", les produits phytopharmaceutiques définis à l'article 1 <sup>er</sup> de l'arrêté royal du 28 février 1994 et les produits biocides définis au Titre 1 <sup>er</sup> , article 1 <sup>er</sup> , de l'arrêté royal du 22 mai 2003, en application de la loi du 21 décembre 1998.	
(2) On entend par "total", la somme de tous les pesticides détectés et quantifiés dans le cadre de la procédure de surveillance, en ce compris leurs métabolites, les produits de dégradation et les produits de réaction pertinents.	

2. Lorsque, pour une masse d'eau souterraine donnée, on considère que les normes de qualité pourraient empêcher de réaliser les objectifs environnementaux définis à l'article D.22 pour les eaux de surface associées, ou entraîner une diminution significative de la qualité écologique ou chimique de ces masses, ou un quelconque dommage significatif aux écosystèmes terrestres qui dépendent directement de la masse d'eau souterraine, des valeurs seuils plus strictes sont établies conformément à l'article R.43<sup>ter</sup>-3 et à la partie B de la présente annexe. Les programmes et mesures requis en ce qui concerne une telle valeur seuil s'appliquent également aux activités relevant des articles R.189 et suivants.

## II. VALEURS SEUILS APPLICABLES AUX EAUX SOUTERRAINES.

Polluant	Valeur seuil
Ammonium	0,5 mg NH <sub>4</sub> /l
Antimoine	5 µg/l
Arsenic	10 µg/l *
Cadmium	5 µg/l **
Chlorures	150 mg/l
Chrome	50 µg/l **
Cuivre	100 µg/l **
2,6-dichlorobenzamide (BAM)	0,2 µg/l
Mercure	1 µg/l **
Nickel	20 µg/l *
Nitrates (Masses d'eau RWM100, RWR101, RWM102, RWM103)	50 mg/l **
Phosphore total	1,15 mg/l P <sub>2</sub> O <sub>5</sub> **
Plomb	10 µg/l **
Sulfates	250 mg/l *
Trichloréthylène	10 µg/l
Tétrachloréthylène	10 µg/l
Zinc	200 µg/l **

Notes :

1. Pour les paramètres notés \*, la valeur seuil peut localement être majorée pour tenir compte de la concentration de référence si celle-ci est supérieure.

2. Pour les paramètres notés \*\*, il y a lieu de vérifier que la valeur limite du bon état des eaux de surface, plus exigeante, est respectée :

- au niveau des sources (ou exutoires des nappes) les alimentant, en tenant compte des flux contribuant à la dilution;
- au sein des nappes d'eau souterraine en tenant compte des facteurs de dilution et d'atténuation localement appropriés

3. Les valeurs seuils concernant les métaux portent sur le métal extractible à pH 2.

Partie B

### ETABLISSEMENT ET REVISION DES VALEURS SEUILS POUR LES POLLUANTS DES EAUX SOUTERRAINES ET LES INDICATEURS DE POLLUTION

#### I. Généralités

§ 1<sup>er</sup>. Les valeurs seuils pour un bon état chimique des eaux souterraines sont axées sur la protection des masses d'eaux souterraines conformément à la partie B II. de la présente annexe, en s'attachant spécialement à leur impact sur les eaux de surfaces associées et sur les écosystèmes terrestres et les zones humides directement dépendants, ainsi qu'à leur interaction avec ceux-ci, et tiennent compte, entre autres, des connaissances en matière de toxicologie humaine et d'écotoxicologie.

§ 2. Les valeurs seuils sont établies, sauf exceptions, au niveau de la Région wallonne mais portent au moins sur la masse d'eau souterraine.

§ 3. Dans le cas de masses d'eau souterraine à partir desquelles les eaux circulent à travers les frontières de la Région wallonne, la fixation des valeurs seuils fait l'objet d'une coordination avec les partenaires des districts hydrographiques internationaux définis à l'article D.10.

§ 4. Toutes les valeurs seuils établies sont publiées dans les plans de gestion de district hydrographique établis conformément à l'article D.24, y compris un résumé des informations prévues à la partie B IV., de la présente annexe.

§ 5. Par la suite, la liste des valeurs seuils est modifiée lorsque de nouvelles informations sur les polluants, groupes de polluants ou indicateurs de pollution indiquent qu'une valeur seuil devrait être fixée pour une nouvelle substance, qu'une valeur seuil déjà établie devrait être modifiée, ou qu'une valeur seuil précédemment supprimée de la liste devrait être rétablie afin de protéger la santé humaine et l'environnement.

Les valeurs seuils peuvent être supprimées de la liste lorsque la masse d'eau souterraine concernée n'est plus considérée comme étant à risque du fait des polluants, groupes de polluants ou indicateurs de pollution correspondants.

Toute modification de ce type apportée à la liste des valeurs seuils est signalée dans le cadre du réexamen périodique des plans de gestion de district hydrographique.

## II. Orientations relatives à l'établissement de valeurs seuils

L'autorité de bassin établit des valeurs seuils pour tous les polluants et indicateurs de pollution qui, en vertu de la caractérisation menée en vertu de l'article D.17, §§ 1<sup>er</sup> et 7, caractérisent les masses ou les groupes de masses d'eau souterraine comme risquant de ne pas présenter un bon état chimique.

Les valeurs seuils sont fixées de façon à ce que, si les résultats de la surveillance obtenus à un point de surveillance représentatif dépassent les seuils, cela indique que l'une ou plusieurs des conditions nécessaires pour que les eaux souterraines présentent un bon état chimique, visées à la partie C I., 3<sup>o</sup>, b), c) et d) de la présente annexe, risquent de ne pas être remplies.

Lorsqu'elle établit les valeurs seuils, l'autorité de bassin tient compte des orientations ci-après :

1. La fixation des valeurs seuils devrait prendre en compte les éléments suivants :

a. l'étendue des interactions entre les eaux souterraines et les écosystèmes aquatiques associés et les écosystèmes terrestres dépendants;

b. les entraves aux utilisations ou fonctions légitimes, présentes ou à venir, des eaux souterraines;

c. tous les polluants caractérisant les masses d'eau souterraine comme étant à risque, la liste minimale définie au point III étant prise en considération;

d. les caractéristiques hydrogéologiques, y compris les informations sur les concentrations de référence et le bilan hydrologique.

1. La fixation des valeurs seuils tient compte de l'origine des polluants ainsi que de la présence naturelle éventuelle, de la toxicologie et du profil de dispersion, de la persistance et du potentiel de bioaccumulation de ces polluants.

2. Chaque fois que des concentrations de référence élevées de substances ou d'ions ou de leurs indicateurs sont enregistrées pour des raisons hydrogéologiques naturelles, ces concentrations de référence de la masse d'eau souterraine concernée sont prises en compte lors de l'établissement des valeurs seuils.

3. La fixation des valeurs seuils est appuyée par un mécanisme de contrôle des données collectées, fondé sur l'évaluation de la qualité des données, des considérations analytiques ainsi que les niveaux de fond pour les substances qui peuvent à la fois être naturellement présentes et résulter d'activités humaines.

4. La cohérence des valeurs seuils est vérifiée à l'aide du système d'évaluation de la qualité des eaux souterraines SEQEso, développé par la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, Département de l'Environnement et de l'Eau.

## III. Liste minimale des polluants et leurs indicateurs pour lesquels l'autorité de bassin doit envisager d'établir des valeurs seuils conformément à l'Article R. 43ter-3

1. Substances ou ions ou indicateurs qui peuvent à la fois être naturellement présents et/ou résulter de l'activité humaine : Arsenic, Cadmium, Plomb, Mercure, Ammonium, Chlorures, Sulfates.

2. Substances artificielles : Trichloréthylène, Tétrachloréthylène.

3. Paramètres indiquant les intrusions d'eau salée ou autre : Conductivité.

## IV. Informations à fournir en ce qui concerne les polluants et leurs indicateurs pour lesquels des valeurs seuils ont été établies

Le plan de gestion de district hydrographique établi conformément à l'article D.24, indique succinctement la manière dont la procédure définie à la partie B II., de la présente annexe a été appliquée.

Le plan de gestion contient, lorsque c'est faisable :

a. des informations sur le nombre de masses d'eau ou de groupes de masses d'eau souterraine caractérisées comme étant à risque, ainsi que sur les polluants et indicateurs de pollution qui contribuent à cette classification, y compris les concentrations et valeurs qui ont été observées;

b. des informations sur chacune des masses d'eau souterraine caractérisées comme étant à risque, en particulier sur la taille de ces masses d'eau, la relation entre les masses d'eau souterraine et les eaux de surfaces associées et les écosystèmes terrestres directement dépendants et, dans le cas de substances naturellement présentes, les concentrations de référence naturelles dans les masses d'eau souterraine;

c. les valeurs seuils, qu'elles s'appliquent au niveau régional, à la portion du district hydrographique international située sur le territoire wallon, ou encore au niveau d'une masse d'eau ou d'un groupe de masses d'eau souterraine particulier;

d. la relation entre les valeurs seuils et,

i) dans le cas de substances naturellement présentes, les concentrations de référence observées;

ii) les objectifs de qualité environnementale et les autres normes de protection des eaux existant au niveau national, communautaire ou international;

iii) toute information pertinente concernant la toxicologie, l'écotoxicologie, la persistance, le potentiel de bioaccumulation et le profil de dispersion des polluants.

*Partie C***ÉVALUATION DE L'ÉTAT CHIMIQUE DES EAUX SOUTERRAINES****I. Généralités**

Une masse d'eau ou un groupe de masses d'eau souterraine est considéré comme étant en bon état chimique lorsque :

1° le contrôle pertinent établit que les conditions visées à l'article R. 43ter-2, 1° sont respectées; ou que

2° les valeurs correspondant aux normes de qualité des eaux souterraines qui figurent dans la liste de la partie A, I., de la présente annexe et aux valeurs seuils pertinentes fixées conformément à l'article R. 43ter-3 et à la partie A II. de la présente annexe ne sont dépassées en aucun point de surveillance de cette masse ou de ce groupe de masses d'eau souterraine; ou que

3° la valeur correspondant à une norme de qualité des eaux souterraines ou à une valeur seuil est dépassée en un ou plusieurs points de surveillance, mais une enquête appropriée menée conformément à la partie C II. de la présente annexe confirme que :

a. sur la base de l'évaluation visée à la partie C II., point 3, les concentrations de polluants dépassant les normes de qualité des eaux souterraines ou les valeurs seuils ne sont pas considérées comme présentant un risque significatif pour l'environnement, notamment dans le cas où l'étendue de la masse d'eau souterraine qui est concernée n'excède pas 20 % ;

b. les autres conditions énoncées à l'article R. 43ter-2, 1° sont réunies, conformément à la présente annexe, partie C, II., point 4;

c. il est satisfait aux exigences de l'article D.168 dernier alinéa, conformément à la partie C II. point 4, de la présente annexe, pour les masses d'eau souterraines identifiées conformément à l'article D.168;

d. la capacité de la masse d'eau souterraine, ou de toute masse d'eau appartenant au groupe de masses d'eau souterraine, à se prêter aux utilisations humaines n'a pas été compromise de manière significative par la pollution.

Dans ce dernier cas, les mesures nécessaires sont prises, conformément aux articles D.23, D.167, D.169 et D.170, pour protéger, sur la partie de la masse d'eau souterraine représentée par le ou les points de surveillance auxquels la valeur correspondant à une norme de qualité des eaux souterraines ou à une valeur seuil a été dépassée, les écosystèmes aquatiques, les écosystèmes terrestres et l'utilisation par l'homme des eaux souterraines.

**II. Procédure**

1. La procédure d'évaluation visant à déterminer quel est l'état chimique d'une masse d'eau ou d'un groupe de masses d'eau souterraine est réalisée, par la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, Département de l'Environnement et de l'Eau, pour toutes les masses d'eau ou groupes de masses d'eau souterraine caractérisées comme étant à risque et pour chacun des polluants qui contribuent à cette caractérisation de la masse d'eau ou du groupe de masses d'eau souterraine.

2. Lorsqu'elle entreprend une enquête visée à la partie C I., 3° de la présente annexe, le Département de l'Environnement et de l'Eau tient compte :

a. des informations recueillies dans le cadre de la caractérisation effectuée en vertu de l'article D.17 § 1<sup>er</sup> et § 3 et concrétisée par l'état des lieux.

b. des résultats obtenus par le réseau de surveillance des eaux souterraines conformément à l'annexe IV.II. 2) et

c. de toute autre information pertinente, y compris une comparaison de la moyenne arithmétique annuelle de la concentration des polluants concernés à un point de surveillance avec les normes de qualité et les valeurs seuils des eaux souterraines.

3. Afin de déterminer si les conditions garantissant le bon état chimique des eaux souterraines visées à la partie C I., 3°, a) et d), sont remplies, le Département de l'Environnement et de l'Eau procède, lorsque cela est justifié et nécessaire, et sur la base d'agrégations appropriées des résultats de la surveillance, étayées au besoin par des estimations de concentrations fondées sur un modèle conceptuel de la masse d'eau ou du groupe de masses d'eau souterraine, à une estimation de l'étendue de la masse d'eau souterraine pour laquelle la moyenne arithmétique annuelle de la concentration d'un polluant est supérieure à une norme de qualité des eaux souterraines ou à une valeur seuil.

4. Afin de déterminer si les conditions garantissant le bon état chimique des eaux souterraines visées à la partie C I., 3°, b) et c), sont remplies, le Département de l'Environnement et de l'Eau procède, lorsque cela est justifié et nécessaire, et sur la base des résultats de surveillance pertinents ainsi que d'un modèle conceptuel approprié de la masse d'eau souterraine, à une évaluation :

a) des impacts des polluants sur la masse d'eau souterraine; en particulier, pour les points de surveillance s'avérant situés dans les zones d'influence directe des sites contaminés ou dans les zones d'influence directe d'une introduction ponctuelle de polluants, l'enquête visera à mesurer ces polluants à une distance de ces sites plus appropriée à l'échelle de la masse d'eau;

b) des quantités et concentrations des polluants qui sont ou seront probablement transférés d'une masse d'eau souterraine vers les eaux de surface associées ou les écosystèmes terrestres directement dépendants;

c) de l'impact probable des quantités et des concentrations de polluants transférés vers les eaux de surface associées et les écosystèmes terrestres directement dépendants;

- d) de l'ampleur de toute intrusion d'eau salée ou autre dans la masse d'eau souterraine; et
- e) du risque que représentent les polluants qui se trouvent dans la masse d'eau souterraine pour la qualité de l'eau extraite, ou qu'il est prévu d'extraire, de la masse d'eau souterraine en vue de la consommation humaine.

5. La Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, Département de l'Environnement et de l'Eau présente l'état chimique d'une masse ou d'un groupe de masses d'eau souterraine sur des cartes, conformément à la partie V de la présente annexe. En outre, elle indique sur ces cartes tous les points de surveillance où les normes de qualité des eaux souterraines et/ou les valeurs seuils sont dépassées, lorsque c'est pertinent et possible.

#### Partie D

### IDENTIFICATION ET INVERSION DES TENDANCES A LA HAUSSE SIGNIFICATIVES ET DURABLES

#### I. Identification des tendances à la hausse significatives et durables

L'autorité de bassin identifie les tendances à la hausse significatives et durables dans toutes les masses d'eau souterraine ou tous les groupes de masses d'eau souterraine caractérisés comme étant à risque, conformément à l'état des lieux approuvé au 22 mars 2005, en tenant compte des exigences ci-après :

1) conformément à l'annexe IV partie II.2), le programme de surveillance est conçu de manière à ce que les tendances à la hausse significatives et durables des concentrations de polluants puissent être décelées.

2) la procédure d'identification des tendances à la hausse significatives et durables est assurée par la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, Département de l'Environnement et de l'Eau. Cette procédure est fondée sur les éléments suivants :

a) les fréquences et les lieux de surveillance sont choisis de façon à être suffisants pour :

i) fournir les informations nécessaires pour garantir la possibilité de distinguer ces tendances à la hausse des variations naturelles, avec des degrés de confiance et de précision suffisants;

ii) permettre d'identifier en temps utile ces tendances à la hausse afin que des mesures puissent être mises en œuvre en vue de prévenir, ou au moins d'atténuer autant que possible, les dégradations de la qualité des eaux souterraines ayant une incidence sur l'environnement. Un premier exercice d'identification aura lieu au plus tard en 2009, si possible, en tenant compte des données existantes, dans le contexte du rapport sur l'identification de tendances dans le cadre du premier plan de gestion de district hydrographique visé à l'article D.24, du présent, et au moins tous les six ans par la suite;

iii) tenir compte des caractéristiques physiques et chimiques temporelles de la masse d'eau souterraine, y compris les conditions d'écoulement des eaux souterraines et les vitesses d'infiltration, ainsi que le délai de percolation à travers le sol ou le sous-sol;

b) les méthodes de surveillance et d'analyse utilisées sont conformes aux principes internationaux de contrôle de la qualité, y compris éventuellement aux méthodes du CEN ou aux méthodes nationales normalisées, pour garantir la fourniture de données d'une qualité scientifique et d'une comparabilité équivalentes;

c) l'évaluation est basée sur une méthode statistique, par exemple la technique de la régression, pour l'analyse des tendances temporelles dans des séries chronologiques de points de surveillance distincts;

d) afin d'éviter de fausser l'identification des tendances, la moitié de la valeur de la limite de quantification la plus élevée de toutes les séries temporelles est affectée à toutes les mesures inférieures à la limite de quantification, sauf pour le total des pesticides.

3) l'identification des tendances significatives et durables à la hausse des concentrations de substances à la fois naturellement présentes et résultant de l'activité humaine prendra en compte les points de départ de l'identification et, lorsqu'elles sont disponibles, les données recueillies avant le démarrage du programme de surveillance aux fins de l'identification de tendances dans le cadre du premier plan de gestion de district hydrographique prescrit à l'article D.24.

#### II. Points de départ des inversions de tendance

L'autorité de bassin inverse les tendances à la hausse significatives et durables, une fois identifiées, conformément à la partie D I., de la présente annexe, en respectant les exigences ci-après :

1) Le point de départ de la mise en œuvre de mesures visant à inverser des tendances à la hausse significatives et durables correspond à une concentration du polluant qui équivaut à 75 % des valeurs des paramètres relatifs aux normes de qualité des eaux souterraines établies à la partie A I., de la présente annexe et des valeurs seuils fixées à la partie A II. de la présente annexe, sauf si :

a. un point de départ plus précoce est nécessaire pour que les mesures d'inversion de tendance puissent prévenir de la façon la plus économique qui soit, ou au moins atténuer autant que possible, toute dégradation de la qualité des eaux souterraines ayant une incidence sur l'environnement;

b. un point de départ plus précoce est nécessaire lorsque la masse d'eau souterraine est en bon état ou en très bon état mais interagit avec des écosystèmes, des zones humides ou des captages qui nécessitent une protection adaptée;

c. un point de départ différent se justifie lorsque la limite de détection ne permet pas, à 75 % des valeurs des paramètres, de démontrer l'existence d'une tendance; ou

d. le taux d'accroissement et la réversibilité de la tendance sont tels que le choix d'un point de départ plus tardif pour les mesures d'inversion de tendance permettrait encore de prévenir de la façon la plus économique qui soit, ou au moins d'atténuer autant que possible, toute dégradation de la qualité des eaux souterraines ayant une incidence sur l'environnement. Le cas échéant, le choix d'un point de départ plus tardif n'empêche pas de respecter les échéances fixées pour atteindre les objectifs environnementaux.

2) Une fois un point de départ établi pour une masse d'eau souterraine caractérisée comme étant à risque conformément à l'annexe IV, partie II, point 2) d) et au point 1 ci-dessus, il ne sera plus modifié au cours du cycle de six ans du plan de gestion de district hydrographique prescrit à l'article D.24.

3) Les inversions de tendance doivent être démontrées, compte tenu des dispositions pertinentes en matière de surveillance figurant partie D I., point 2.

#### Partie E

### REPRESENTATION DE L'ETAT CHIMIQUE DES EAUX SOUTERRAINES

Pour l'évaluation de l'état chimique, les résultats des différents points de surveillance dans une masse d'eau souterraine sont réunis pour la masse tout entière. Pour qu'une masse d'eau souterraine soit en bon état, il faut, pour les paramètres chimiques pour lesquels la partie A de la présente annexe prévoit des normes de qualité environnementale ou des valeurs seuils :

- que la valeur moyenne des résultats de la surveillance à chaque point de la masse d'eau souterraine soit calculée,
- que, conformément à la partie C de la présente annexe, ces valeurs moyennes soient utilisées pour démontrer le respect du bon état chimique des eaux souterraines.

La Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, Département de l'Environnement et de l'Eau fournit une carte sur laquelle l'état chimique des eaux souterraines est indiqué par les couleurs suivantes :

Bon : vert,

Médiocre : rouge.

Elle indique également par un point noir sur la carte les masses d'eau souterraines qui subissent de manière durable et clairement définie une tendance à la hausse des concentrations d'un polluant quelconque résultant de l'effet de l'activité humaine. Les renversements de tendance doivent être indiqués par un point bleu sur la carte.

Cette carte est incluse dans le plan de gestion de district hydrographique.

La Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, Département de l'Environnement et de l'Eau fournit également une carte séparée sur laquelle l'état quantitatif des eaux souterraines résultant du réseau de surveillance est indiqué par les couleurs suivantes pour chaque masse d'eau souterraine :

Bon : vert,

Médiocre : rouge. "

**Art. 9.** L'annexe XX de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau est remplacée par l'annexe suivante :

#### "ANNEXE XX

##### Principaux polluants pertinents pour les eaux souterraines

Liste I : substances dangereuses ou considérées comme dangereuses

1. Composés organohalogénés et substances susceptibles de former des composés de ce type dans le milieu aquatique, et notamment les hydrocarbures chlorés et les PCB;

2. Composés organophosphorés;

3. Composés organostanniques;

4. Substances et préparations, ou leurs produits de décomposition, dont le caractère cancérigène ou mutagène ou les propriétés pouvant affecter les fonctions stéroïdogénique, thyroïdienne ou reproductive ou d'autres fonctions endocriniennes dans ou via le milieu aquatique ont été démontrées;

5. Hydrocarbures persistants, et substances organiques persistantes et bio-accumulables, et notamment :

- Hydrocarbures aromatiques monocycliques
- Huiles minérales (mesurables par l'indice hydrocarbure (C10-C40))
- Hydrocarbures aromatiques polycycliques

1. Cyanures;

2. Mercure et composés du mercure;

3. Cadmium et composés du cadmium;

4. Produits phytopharmaceutiques définis à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 28 février 1994 et produits biocides définis au Titre 1<sup>er</sup>, article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 22 mai 2003, en application de la loi du 21 décembre 1998.

Liste II : autres polluants des eaux souterraines

1. Arsenic et ses composés;

2. Nickel et ses composés;

3. Zinc, cuivre et leurs composés;

4. Autres métaux et leurs composés;

5. Substances contribuant à l'eutrophisation (notamment nitrates et phosphates);

6. Substances ayant une influence négative sur le bilan d'oxygène (et pouvant être mesurés à l'aide de paramètres tels que la DBO, la DCO, l'indice permanganate et le carbone organique);

7. Matières en suspension (y compris pouvant être mesurées par la turbidité);

8. Ammonium;

9. Borates;

10. Fluorures;

11. Chlorures;

12. Sulfates."



**Art. 10.** Le décret du 22 novembre 2007 modifiant le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux, s'applique à l'activité visée au point 11 de l'annexe I<sup>re</sup>, de la partie décrétable du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

**Art. 11.** Dans l'annexe XXXIII, Tableau B, de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, le titre de la deuxième colonne du tableau est remplacé comme suit :

**"Contrôle de routine : Nombre de prélèvements par an (Notes 2, 3 et 5)"**

Dans la même annexe, une note 5 est ajoutée aux notes sous le Tableau B, qui est rédigée comme suit :

"Note 5 : En cas d'approvisionnement intermittent à délai rapproché, la fréquence des contrôles des eaux distribuées par camion-citerne ou par bateau-citerne est fixée comme suit :

- un contrôle de routine initial;

- le cas échéant, des contrôles complémentaires fixés cas par cas par la Direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement, Département de l'Environnement et de l'Eau."

**Art. 12.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 février 2009.

Le Ministre Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 1061

[2009/201201]

#### 12. FEBRUAR 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, und zum Schutz des Grundwassers vor Verschmutzung und Verschlechterung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere seiner Artikel D.17, § 5, D.23, § 3 und § 4, D.167 und D.170;

Aufgrund Artikel 6 des Dekrets vom 22. November 2007 zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches zwecks Vermeidung und Sanierung von Umweltschäden;

Aufgrund des am 4. Juni 2008 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 12. Juni 2008 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 16. Juli 2008 abgegebenen Gutachtens des Beratungsausschusses für Wasser;

Aufgrund des am 26. Januar 2009 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1<sup>o</sup> der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 45.660/4;

In Erwägung des am 24. Juni 2008 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Der vorliegende Erlass dient zur Umsetzung der Richtlinie 2000/60/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik und zur Umsetzung der Richtlinie 2006/118/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 12. Dezember 2006 zum Schutz des Grundwassers vor Verschmutzung und Verschlechterung.

**Art. 2** - Das nachstehende Kapitel wird in den Titel III des Teils II des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, eingefügt:

#### "KAPITEL I — Schutz des Grundwassers vor Verschmutzung und Verschlechterung

**Art. R. 43ter-1** - Vorliegendes Kapitel legt spezielle Maßnahmen zur Verhinderung und Begrenzung der Grundwasserverschmutzung fest. Diese Maßnahmen umfassen insbesondere:

a) Kriterien für die Beurteilung des guten chemischen Zustands des Grundwassers; und

b) Kriterien für die Ermittlung und Umkehrung signifikanter und anhaltender steigender Trends sowie für die Festlegung der Ausgangspunkte für die Trendumkehr.

**Art. R. 43ter-2** - Für die Zwecke der Titel III ff. gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1<sup>o</sup> "guter chemischer Zustand eines Grundwassers": der chemische Zustand eines Grundwasserkörpers, der folgenden Bedingungen genügt:

\* Änderungen der Leitfähigkeit verursachen keine Intrusionen von Salzwasser oder sonstige Intrusionen in den Grundwasserkörper;

\* die an verschiedenen Stellen des in Artikel R. 43bis-1 bestimmten hauptsächlichen Überwachungsnetzes gemessene chemische Zusammensetzung ist so beschaffen, dass die Schadstoffkonzentrationen den in Artikel R. 43ter-3 festgehaltenen Kriterien genügen, unter Vorbehalt der Bestimmungen der Anlage XIV Teil C;

\* die chemische Zusammensetzung des Grundwasserkörpers ist so beschaffen, dass die Schadstoffkonzentrationen nicht verhindern, dass die Umweltziele für in Verbindung stehende Oberflächengewässer nach Artikel D.22 erreicht werden, keine signifikante Verringerung der ökologischen oder chemischen Qualität der in Verbindung stehenden Oberflächengewässerkörper und keine signifikante Schädigung der Landökosysteme, die unmittelbar von dem Grundwasserkörper abhängen, verursachen;

2<sup>o</sup> "Grundwasserqualitätsnorm": eine Umweltqualitätsnorm, ausgedrückt als die Konzentration eines bestimmten Schadstoffs, einer bestimmten Schadstoffgruppe oder eines bestimmten Verschmutzungsindikators im Grundwasser, die aus Gründen des Gesundheits- und Umweltschutzes nicht überschritten werden darf;

3° "Schwellenwert": eine von der Einzugsgebietsbehörde gemäß Artikel R. 43ter-3 festgelegte Grundwasserqualitätsnorm, um die Grundgewässer vor Verschmutzung und Verschlechterung zu schützen;

4° "signifikanter und anhaltender steigender Trend": jede statistisch signifikante und ökologisch bedeutsame Zunahme der Konzentration eines Schadstoffs, einer Schadstoffgruppe oder eines Verschmutzungsindikators im Grundwasser, für die eine Trendumkehr gemäß Artikel R.43ter-5 als notwendig erkannt wird;

5° "Eintrag von Schadstoffen in das Grundwasser": ein durch menschliche Tätigkeiten bewirkter direkter oder indirekter Eintrag von Schadstoffen in das Grundwasser;

6° "Hintergrundwert": die Konzentration eines Stoffes oder der Wert eines Indikators in einem Grundwasserkörper, die keinen oder nur sehr geringen anthropogenen Veränderungen gegenüber einem Zustand ohne störende Einflüsse entspricht; es handelt sich insbesondere um die Konzentration des geochemischen natürlichen Bodens in der Tiefe oder in der Nähe von Metallvorkommen.

7° "Ausgangspunkt für die Identifikation von Trends": der Durchschnittswert, der auf der Grundlage der gemäß Artikel D.19 umgesetzten Überwachungsprogramme mindestens in den Referenzjahren 2007 und 2008 gemessen wurde oder der im Falle von nach diesen Referenzjahren ermittelten Stoffen im ersten Zeitraum gemessen wurde, für den ein repräsentativer Zeitraum mit Überwachungsdaten verfügbar ist.

**Art. R. 43ter-3** - Zur Beurteilung des chemischen Zustands eines Grundwasserkörpers oder einer Gruppe von Grundwasserkörpern gemäß Artikel R.43ter-2 werden folgende Kriterien herangezogen:

1° die in der Anlage XIV, Teil A I. aufgeführten Grundwasserqualitätsnormen;

2° Schwellenwerte, die in der Anlage XIV angeführt und nach dem in der Anlage XIV, Teil B.I und II genannten Verfahren für die Schadstoffe, Schadstoffgruppen und Verschmutzungsindikatoren festgelegt werden, die zur Einstufung von Grundwasserkörpern oder Gruppen von Grundwasserkörpern als gefährdet beitragen; hierbei ist zumindest die Liste in der Anlage XIV, Teil B III zu berücksichtigen.

**Art. R. 43ter-4** - § 1. Das in der Anlage XIV, Teil C I. und II. beschriebene Verfahren wird angewandt, um den chemischen Zustand eines Grundwasserkörpers zu bewerten. Gegebenenfalls können die Grundwasserkörper gemäß der Anlage IV, Punkt II, 2) gruppiert werden.

§ 2. Die Auswahl der Überwachungsstellen muss den Anforderungen nach Artikel R. 43bis und der Anlage IV, Punkt II, 2) genügen.

§ 3. Eine Zusammenfassung der Beurteilung des chemischen Zustands des Grundwassers wird in den Bewirtschaftungsplänen der Einzugsgebiete gemäß Artikel D.24 veröffentlicht.

Diese Zusammenfassung, die auf Ebene der Flussgebietseinheit oder der im Hoheitsgebiet der Wallonischen Region befindlichen Teile einer internationalen Flussgebietseinheit erstellt wird, umfasst auch eine Erklärung, wie den Überschreitungen der Grundwasserqualitätsnormen oder der Schwellenwerte an den einzelnen Überwachungsstellen bei der Endbeurteilung Rechnung getragen wurde.

**Art. R. 43ter-5** - § 1. Signifikante und anhaltende steigende Trends bei den Konzentrationen von einzelnen Schadstoffen, Schadstoffgruppen oder Verschmutzungsindikatoren in Grundwasserkörpern oder Gruppen von Grundwasserkörpern, die als gefährdet eingestuft sind, werden ermittelt, und der Ausgangspunkt für die Umkehrung dieser Trends wird gemäß Anhang XIV, Teil D auf der Grundlage des ermittelten Trends und der mit diesem Trend verbundenen Umweltgefahren festgelegt.

§ 2. Bei Trends, die eine signifikante Gefahr für die Qualität der aquatischen oder terrestrischen Ökosysteme, für die menschliche Gesundheit oder für - tatsächliche oder potenzielle - legitime Nutzungen der Gewässer darstellen, wird mit Hilfe des in Artikel D.23 genannten Maßnahmenprogramms eine Trendumkehr bewirkt, um die Grundwasserverschmutzung schrittweise zu verringern und eine Verschlechterung zu verhindern.

§ 3. Die gemäß Artikel D.24 erstellten Bewirtschaftungspläne für die Einzugsgebiete fassen zusammen:

1° wie die Trendermittlung an den einzelnen Überwachungsstellen in einem Grundwasserkörper oder einer Gruppe von Grundwasserkörpern gemäß der Anlage XIV Teil E zur Erkennung eines signifikanten und anhaltenden steigenden Trends einer Schadstoffkonzentration in diesem Grundwasserkörper oder der Umkehrung eines solchen Trends beigetragen hat, und

2° aus welchen Gründen die gemäß § 1 zu definierenden Ausgangspunkte gewählt wurden.

§ 4. Zur Bewertung der Auswirkungen bestehender Schadstoffquellen in Grundwasserkörpern, die die Erreichung der Ziele des Artikels D.22 gefährden können, insbesondere der Schadstoffquellen, die aus punktuellen Schadstoffquellen und kontaminierten Böden stammen, nehmen die Mitgliedstaaten zusätzliche Trendermittlungen für festgestellte Schadstoffe vor, um sicherzustellen, dass sich die Schadstoffquellen aus kontaminierten Stellen nicht ausbreiten, nicht zu einer Verschlechterung des chemischen Zustands des Grundwasserkörpers oder der Gruppen von Grundwasserkörpern führen und keine Gefahr für die menschliche Gesundheit und die Umwelt darstellen. Die Ergebnisse dieser Trendermittlungen werden in den gemäß D.24 vorzulegenden Bewirtschaftungsplänen für die Einzugsgebiete zusammengefasst."

**Art. 3** - Der nachstehende Abschnitt wird in das Kapitel III des Titels VII des Teils II des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, eingefügt:

"Abschnitt 4 - Maßnahmen zur Verhinderung oder Begrenzung des Eintrags von Schadstoffen in das Grundwasser"

**Art. R. 187bis-1** - § 1. Der vorliegende Abschnitt ergänzt die bereits in vorliegendem Gesetzbuch vorhandenen Bestimmungen zur Verhütung oder Begrenzung des Eintrags von Schadstoffen in die Grundgewässer und dient zur Verhütung der Verschlechterung des Zustands aller Grundwasserkörper.

**Art. R. 187bis-2** - § 1. Zur Erreichung des in Artikel D.22 § 1, 2° genannten Ziels, den Eintrag von Schadstoffen in das Grundwasser zu verhindern oder zu begrenzen, umfasst das gemäß Artikel D.23 festgelegte Maßnahmenprogramm Folgendes:

1° alle zur Verhinderung von Einträgen von in der Anlage XX, Liste I erwähnten Stoffen in das Grundwasser, unbeschadet der Paragraphen 2 und 3 vorliegenden Artikels.

2° für die in der Anlage XX, Liste II aufgeführten Schadstoffe, die nicht als gefährlich erachtet werden, und für alle anderen nicht gefährlichen nicht in dieser Anlage aufgeführten Schadstoffe, von denen nach Auffassung der Einzugsbehörde eine reale oder potenzielle Verschmutzungsgefahr ausgeht: alle erforderlichen Maßnahmen zur Begrenzung von Einträgen in das Grundwasser, um sicherzustellen, dass diese Einträge nicht zu einer Verschlechterung führen, oder signifikante und anhaltende steigende Trends bei den Konzentrationen von Schadstoffen im Grundwasser bewirken. Diese Maßnahmen tragen zumindest bewährten Praktiken Rechnung, darunter der besten Umweltpraxis und der besten verfügbaren Techniken nach Maßgabe der einschlägigen Gemeinschaftsvorschriften.

Zur Festlegung der in den Punkten 1° oder 2° genannten Maßnahmen kann der Minister bestimmen, in welchen Fällen die in der Anlage XX aufgeführten Schadstoffe, insbesondere die in dieser Anlage aufgeführten essentiellen Metalle und Metallverbindungen, als gefährlich bzw. nichtgefährlich einzustufen sind.

§ 2. Der Eintrag von Schadstoffen aus diffusen Schadstoffquellen, die den chemischen Zustand des Grundwassers beeinflussen, ist, soweit dies technisch möglich ist, zu berücksichtigen.

§ 3. Von den Maßnahmen gemäß § 1 werden diejenigen Schadstoffeinträge ausgenommen, die:

1° die Folge von gemäß Artikel D.170 gestatteten direkten Einleitungen sind;

2° nach den Erkenntnissen der Einzugsbehörde in so geringen Mengen und Konzentrationen erfolgen, dass die Gefahr einer Verschlechterung der Qualität des aufnehmenden Grundwassers für die Gegenwart und Zukunft ausgeschlossen werden kann;

3° die Folge von Unfällen oder außergewöhnlichen Umständen natürlichen Ursprungs sind, die nach vernünftigem Ermessen nicht hätten vorhergesehen, vermieden oder abgemildert werden können;

die Folge einer gemäß Artikel D.169 genehmigten künstlichen Anreicherung oder Auffüllung von Grundwasserkörpern sind;

5° nach den Erkenntnissen der Einzugsbehörde aus technischen Gründen nicht verhindert oder begrenzt werden können, ohne

a) Maßnahmen zu ergreifen, die die Gefahren für die menschliche Gesundheit oder die Qualität der Umwelt insgesamt erhöhen würden, oder

b) unverhältnismäßig kostspielige Maßnahmen zu ergreifen, um Schadstoffe aus dem kontaminierten Boden oder Unterboden zu entfernen bzw. ihre Versickerung in den Boden oder Unterboden zu verhindern, oder

6° die Folge von Maßnahmen an Oberflächengewässern sind, unter anderem zum Zwecke der Minderung der Auswirkungen von Hochwasserereignissen und Dürren sowie für die Bewirtschaftung von Gewässern und Wasserstraßen, auch auf internationaler Ebene Solche Tätigkeiten, einschließlich Schürf- und Aushubarbeiten, Um- und Ablagerung von Sedimenten in Oberflächengewässern, werden im Einklang mit allgemein bindenden, von den Mitgliedstaaten zu diesem Zweck erlassenen Bestimmungen und gegebenenfalls mit aufgrund dieser Bestimmungen erteilten Erlaubnissen und Genehmigungen durchgeführt, sofern die betreffenden Einträge die Erreichung der Umweltziele für die betroffenen Wasserkörper gemäß Artikel D.22, § 1, 2° nicht gefährden.

Die Ausnahmen gemäß den Punkten 1° bis 6° dürfen nur dann genutzt werden, wenn die Einzugsbehörde festgestellt hat, dass eine effiziente Überwachung der betroffenen Grundwasserkörper gemäß der Anlage IV Teil II 2) b) oder eine sonstige geeignete Überwachung durchgeführt wird. § 4. Die Einzugsbehörde führt ein Bestandsverzeichnis in § 3 genannten Ausnahmeregelungen."

**Art. 4 -** Artikel R. 177 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. R.177 - Jede direkte Einleitung von in Artikel R. 175 genannten Stoffen ist untersagt, es sei denn, es handelt sich um in Artikel D. 170 vorgesehene Ausnahmen."

**Art. 5 -** Artikel R. 179 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. R. 179 - Unbeschadet der Anwendung sonstiger gesetzlicher Vorschriften unterliegen die Beseitigung oder das Zurücklassen zwecks der Beseitigung von in Artikel R.175, 2° erwähnten Stoffen, die zu einer indirekten Einleitung führen könnten, einer Umweltgenehmigung.

Aufgrund der Ergebnisse einer vorherigen Untersuchung kann die zuständige Behörde eine Umweltgenehmigung ausstellen, unter der Voraussetzung, dass alle technische Vorsorgemaßnahmen, die es ermöglichen, diese Einleitung in das Grundwasser in Grenzen zu halten, beachtet werden."

**Art. 6 -** Artikel R.181 desselben Gesetzbuches wird durch einen zweiten Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Ab dem 19. Januar 2009 berücksichtigen diese Umweltgenehmigungen die in den Artikeln R.43ter-3, 4 und 5 angeführten Anforderungen."

**Art. 7 -** Der erste Absatz von Artikel R.182 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Wenn eine direkte Einleitung in Übereinstimmung mit Artikel R.178, § 3 genehmigt wird, oder wenn eine Maßnahme zur Beseitigung von Abwasser, die unausweichlich zu einer indirekten Einleitung führt, in Übereinstimmung mit Artikel R.179 genehmigt wird, muss die Umweltgenehmigung insbesondere Folgendes festlegen:"

**Art. 8 -** Die Anlage XIV des durch Erlass vom 3. Mai 2007 außer Kraft gesetzten verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

#### "ANLAGE XIV

### BEWERTUNG DER QUALITÄT DER GRUNDWASSERKÖRPER

#### Teil A

#### KRITERIEN FÜR DIE GRUNDWASSERQUALITÄT

##### I. GRUNDWASSERQUALITÄTSNORMEN

1. Für die Zwecke der Beurteilung des chemischen Zustands des Grundwassers nach Artikel R. 43ter-4 sind die zu beachtenden Grundwasserqualitätsnormen die Folgenden:

Schadstoff	Qualitätsnormen
Nitrate	50 mg/l
Wirkstoffe in Pestiziden, einschließlich relevanter Stoffwechselprodukte, Abbau- und Reaktionsprodukte (1)	0,1 µg/l 0,5 µg/l (insgesamt) (2)
(1) "Pestizide" sind Pflanzenschutzmittel nach Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 28. Februar 1994 und Biozidprodukte nach Titel 1, Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 22. Mai 2003, in Anwendung des Gesetzes vom 21. Dezember 1998.	
(2) "insgesamt" ist die Summe aller einzelnen, bei dem Überwachungsverfahren nachgewiesenen und mengenmäßig bestimmten Pestizide, einschließlich relevanter Stoffwechselprodukte, Abbau- und Reaktionsprodukte.	

2. Ist bei einem Grundwasserkörper davon auszugehen, dass die Grundwasserqualitätsnormen zur Folge haben könnten, dass die Umweltziele des Artikels D.22 für verbundene Oberflächengewässer nicht erreicht werden können oder eine signifikante Verschlechterung der ökologischen oder chemischen Qualität dieser Wasserkörper oder signifikante Schädigungen terrestrischer Ökosysteme, die direkt vom betreffenden Grundwasserkörper abhängen, eintreten könnten, so sind gemäß Artikel R.43ter-3 und dem Teil B vorliegender Anlage strengere Schwellenwerte festzulegen. Die im Zusammenhang mit solchen strengeren Schwellenwerten erforderlichen Programme und Maßnahmen gelten auch für die in den Geltungsbereich der Artikel R.189 ff. fallenden Tätigkeiten.

## II. AUF GRUNDGEWÄSSER ANWENDBARE SCHWELLENWERTE

Schadstoff	Schwellenwert
Ammonium	0,5 mg NH <sub>4</sub> /l
Antimon	5 µg/l
Arsen	10 µg/l *
Cadmium	5 µg/l **
Chloride	150 mg/l
Chrom	50 µg/l **
Kupfer	100 µg/l **
2,6-Dichlorobenzamide (BAM)	0,2 µg/l
Quecksilber	1 µg/l **
Nickel	20 µg/l *
Nitrate (Wasserkörper RWM100, RWR101, RWM102, RWM103)	50 mg/l**
Gesamtes Phosphor	1,15 mg/l P <sub>2</sub> O <sub>5</sub> **
Blei	10 µg/l **
Sulfate	250 mg/l *
Trichlorethylen	10 µg/l
Tetrachlorethylen	10 µg/l
Zink	200 µg/l **

### Anmerkungen:

- Für die Parameter mit einem Sternchen (\*) kann der Schwellenwert auf lokaler Ebene erhöht werden, um den Hintergrundwert zu berücksichtigen, wenn dieser einen höheren Wert hat.
- Für die Parameter mit zwei Sternchen (\*\*) gilt zu prüfen, ob der strengere Grenzwert für den guten Zustand der Oberflächengewässer eingehalten wird
  - an den Quellen (bzw. Auslässen der Grundwasservorkommen), die sie mit Wasser versorgen, unter Berücksichtigung der Flüsse, die zur Verdünnung beitragen;
  - innerhalb der Grundwasserleitschichten, unter Berücksichtigung der angesichts der lokalen Umstände angemessenen Verdünnungs- bzw. Reduzierungsfaktoren.
- Die Schwellenwerte für Metalle betreffen das bei pH2 extrahierbare Metall.

### Teil B

## FESTLEGUNG UND ÄNDERUNG DER SCHWELLENWERTE FÜR DIE SCHADSTOFFE IN GRUNDGEWÄSSERN UND VERSCHMUTZUNGSINDIKATOREN

### I. Allgemeines

§ 1. Die Schwellenwerte für den guten chemischen Zustand orientieren sich an dem Schutz des Grundwasserkörpers gemäß dem Teil B II der vorliegenden Anlage unter besonderer Berücksichtigung seiner Auswirkungen auf verbundene Oberflächengewässer und davon unmittelbar abhängende terrestrische Ökosysteme und Feuchtgebiete, sowie deren Wechselwirkungen und berücksichtigen unter anderem humantoxikologische und ökotoxikologische Erkenntnisse

§ 2. Die Schwellenwerte werden außer in Ausnahmefällen auf Ebene der Wallonischen Region festgelegt, betreffen jedoch wenigstens den Grundwasserkörper.

§ 3. Bei Grundwasserkörpern, in denen Grundwasser über die Grenzen der Wallonischen Region fließt, ist die Festlegung der Schwellenwerte Gegenstand einer Abstimmung mit den Partnern der internationalen Einzugsgebiet nach Artikel D.10.

§ 4. Alle festgelegten Schwellenwerte werden in den nach Artikel 24 erstellten Bewirtschaftungsplänen für die Einzugsgebiete mit einer Zusammenfassung der in Teil B der vorliegenden Anlage genannten Informationen veröffentlicht.

§ 5. Die Liste der Schwellenwerte wird anschließend geändert, wenn neue Informationen über Schadstoffe, Schadstoffgruppen oder Verschmutzungsindikatoren dafür sprechen, dass zum Schutz der menschlichen Gesundheit und der Umwelt ein Schwellenwert für einen weiteren Stoff festgelegt, ein bestehender Schwellenwert geändert oder ein zuvor von der Liste gestrichener Schwellenwert wieder aufgenommen werden sollte.

Ist der betreffende Grundwasserkörper nicht länger durch bestimmte Schadstoffe, Schadstoffgruppen oder Verschmutzungsindikatoren gefährdet, so können die entsprechenden Schwellenwerte aus der Liste gestrichen werden.

Alle derartigen Änderungen der Liste der Schwellenwerte werden im Rahmen der regelmäßigen Überprüfung der Bewirtschaftungspläne für die Einzugsgebiete gemeldet.

## II. Leitlinien für die Festlegung von Schwellenwerten

Die Einzugsgebietsbehörde legt Schwellenwerte für alle Schadstoffe und Verschmutzungsindikatoren fest, die nach der gemäß Artikel D.17 61 und § 7 durchgeführten Analyse dazu führen, dass Grundwasserkörper oder Gruppen von Grundwasserkörpern als solche ausgewiesen werden, für die die Gefahr besteht, einen guten chemischen Grundwasserzustand nicht zu erreichen.

Die Schwellenwerte werden so festgelegt, dass deren Überschreitung in den Überwachungsergebnissen einer repräsentativen Überwachungsstelle auf die Gefahr hindeutet, dass eine oder mehrere Voraussetzungen für einen guten chemischen Zustand des Grundwassers gemäß Teil C I, 3<sup>o</sup>, b), c) und d) nicht erfüllt werden.

Bei der Festlegung der Schwellenwerte hält sich die Einzugsgebietsbehörde an folgende Leitlinien:

1. Die Festlegung der Schwellenwerte sollte auf folgenden Faktoren beruhen:

a. Ausmaß der Wechselwirkungen zwischen dem Grundwasser und den verbundenen aquatischen sowie den abhängigen terrestrischen Ökosystemen;

b. Beeinträchtigungen der tatsächlichen oder potenziellen legitimen Nutzungen oder der Funktionen des Grundwassers;

c. alle Schadstoffe, die unter Berücksichtigung der in Punkt III enthaltenen Mindestliste die Grundwasserkörper als gefährdet ausweisen;

d. hydrogeologische Gegebenheiten, einschließlich der Informationen über Hintergrundwerte und Wasserhaushalt.

1. Bei der Festlegung der Schwellenwerte sollten auch der Ursprung der Schadstoffe, ihr etwaiges natürliches Auftreten, ihre Toxikologie und Dispersionsneigung, ihre Persistenz und ihr Bioakkumulationspotenzial berücksichtigt werden.

2. Treten aufgrund natürlicher hydrogeologischer Gegebenheiten erhöhte Hintergrundwerte von Stoffen oder Ionen oder ihren Indikatoren auf, so werden diese Hintergrundwerte im jeweiligen Grundwasserkörper bei der Festlegung von Schwellenwerten berücksichtigt.

3. Die Festlegung der Schwellenwerte sollte durch einen Kontrollmechanismus für die erhobenen Daten unterstützt werden, der auf einer Bewertung der Datenqualität, auf analytischen Erwägungen und auf Hintergrundwerten für Stoffe, die sowohl natürlicherweise als auch infolge menschlicher Tätigkeiten auftreten können, basiert.

4. Die Kohärenz der Schwellenwerte wird anhand des Systems zur Bewertung der Qualität des Grundwassers SEQEso geprüft, das von der operativen Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Umwelt und Wasser, entwickelt wird.

## III. Mindestliste von Schadstoffen und ihren Indikatoren, für die die Einzugsgebietsbehörde die Festlegung von Schwellenwerten gemäß Artikel R. 43ter-3 zu erwägen hat

1. Stoffe, Ionen oder Indikatoren, die natürlicherweise und/oder infolge menschlicher Tätigkeiten vorkommen können: Arsen, Cadmium, Blei, Quecksilber, Ammonium, Chloride, Sulfate.

2. Von Menschen hergestellte synthetische Stoffe: Trichlorethylen, Tetrachlorethylen.

3. Parameter, die Einträge von Salzen oder anderen Stoffen anzeigen: Leitfähigkeit.

## IV. Vorzulegende Informationen zu den Schadstoffen und ihren Indikatoren, für die Schwellenwerte festgelegt wurden

In dem gemäß Artikel D.24 vorgelegten Bewirtschaftungsplan für die Einzugsgebiete wird zusammengefasst, wie das in Teil B.II dieser Anlage genannte Verfahren angewandt wurde.

Nach Möglichkeit enthält der Bewirtschaftungsplan folgende Informationen:

a. Angaben zur Anzahl der als gefährdet eingestuften Grundwasserkörper oder Gruppen von Grundwasserkörpern sowie über die Schadstoffe und Verschmutzungsindikatoren, die zu dieser Einstufung beitragen, einschließlich der gemessenen Konzentrationen/Werte;

b. Angaben zu jedem der als gefährdet eingestuften Grundwasserkörper, insbesondere Größe der Wasserkörper, Verhältnis zwischen den Grundwasserkörpern und den verbundenen Oberflächengewässern und unmittelbar abhängigen terrestrischen Ökosystemen sowie im Fall von natürlich vorkommenden Stoffen ù entsprechende natürliche Hintergrundwerte in den Grundwasserkörpern;

c. die Schwellenwerte, die auf regionaler Ebene, auf Ebene des im Hoheitsgebiet der Wallonischen Region gelegenen Teils der internationalen Flussgebietseinheit oder auf Ebene eines besonderen einzelnen Grundwasserkörpers oder einer Gruppe von Grundwasserkörpern gelten;

d. Verhältnis zwischen den Schwellenwerten und

i) den beobachteten Hintergrundwerten im Falle natürlich vorkommender Stoffe;

ii) Umweltqualitätszielen und anderen Normen für den Gewässerschutz, die auf nationaler Ebene, Gemeinschaftsebene oder internationaler Ebene bestehen; und

iii) allen relevanten Informationen über Toxikologie, Ökotoxikologie, Persistenz, Bioakkumulationspotenzial und Dispersionsneigung der Schadstoffe.

## Teil C

## BEURTEILUNG DES CHEMISCHEN ZUSTANDS DES GRUNDWASSERS

**I. Allgemeines**

Ein Grundwasserkörper oder eine Gruppe von Grundwasserkörpern wird als Grundwasser in gutem chemischen Zustand betrachtet, wenn:

- 1° die einschlägige Überwachung zeigt, dass die Bedingungen nach Artikel R. 43ter-2, 1° eingehalten werden, oder
- 2° die in Teil AI vorliegender Anlage aufgeführten Werte für die Grundwasserqualitätsnormen und die gemäß Artikel 43ter-3 und Teil A II vorliegender Anlage festgesetzten einschlägigen Schwellenwerte an keiner Überwachungsstelle in diesem Grundwasserkörper oder dieser Gruppe von Grundwasserkörpern überschritten werden oder
- 3° der Wert für eine Grundwasserqualitätsnorm oder einen Schwellenwert zwar an einer oder mehreren Überwachungsstellen überschritten wird, eine geeignete Untersuchung gemäß Teil C II vorliegender Anlage jedoch bestätigt, dass:
  - a. aufgrund der Beurteilung gemäß Teil C II, Nummer 3 die Schadstoffkonzentrationen, die die Grundwasserqualitätsnormen oder die Schwellenwerte überschreiten, keine signifikante Gefährdung der Umwelt darstellen, insbesondere wenn die Ausdehnung in dem betroffenen Grundwasserkörper 20% nicht überschreitet;
  - b. die übrigen in Artikel R.43ter-2, 1° genannten Voraussetzungen gemäß dem Teil C II, Nummer 4 vorliegender Anlage erfüllt sind;
  - c. für gemäß Artikel D.168 ermittelte Grundwasserkörper die Anforderungen von Artikel D.168, letzter Absatz gemäß Teil C II, Nummer 4 vorliegender Anlage erfüllt sind;
  - d. die Brauchbarkeit des betreffenden Grundwasserkörpers oder eines Körpers der Gruppe von Grundwasserkörpern durch die Verschmutzung für die Verwendung durch den Menschen nicht signifikant beeinträchtigt worden ist.

In dem letztgenannten Fall werden die erforderlichen Maßnahmen gemäß den Artikel D.23, D.167, D.169 und D.170 getroffen zum Schutz der aquatischen Ökosysteme, terrestrischen Ökosysteme und der Grundwassernutzungen durch den Menschen, soweit die Ökosysteme und diese Nutzungen von dem Teil des Grundwasserkörpers abhängen, der von der oder den Überwachungsstellen erfasst wird, an der oder denen der Wert für eine Grundwasserqualitätsnorm oder der Schwellenwert überschritten wurde.

**II. Verfahren**

1. Das Verfahren zur Beurteilung des chemischen Zustands eines Grundwasserkörpers oder einer Gruppe von Grundwasserkörpern wird von der operativen Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Umwelt und Wasser, für alle als gefährdet eingestuft Grundwasserkörper und Gruppen von Grundwasserkörpern durchgeführt sowie in Bezug auf jeden Schadstoff, der dazu beiträgt, dass der betreffende Grundwasserkörper bzw. die betreffende Gruppe von Grundwasserkörpern als gefährdet eingestuft wird.

2. Bei einer Untersuchung nach Teil C I, 3° vorliegender Anlage berücksichtigt die Abteilung Umwelt und Wasser

- a. die Informationen, die bei der Merkmalbeschreibung gemäß Artikel D.17 § 1 und § 3, die durch den Ortsbefund konkretisiert wird, erfasst werden, die gemäß der Anlage IV.II 2) gemessenen Ergebnisse des Grundwasserüberwachungsnetzes und
- b. andere sachdienliche Informationen, einschließlich eines Vergleichs des arithmetischen Mittels der jährlichen Konzentration der einschlägigen Schadstoffe an einer Überwachungsstelle mit den Grundwasserqualitätsnormen und den Schwellenwerten.

3. Zum Zwecke der Untersuchung, ob die Voraussetzungen für einen guten chemischen Zustand des Grundwassers gemäß Teil C I, 3°, a) und d) erfüllt sind, nimmt die Abteilung Umwelt und Wasser soweit angebracht und erforderlich, eine Einschätzung vor, in welcher Ausdehnung der Grundwasserkörper eine Überschreitung des jährlichen arithmetischen Mittels eines Grenz- oder Schwellenwerts für einen Schadstoff aufweist; diese Einschätzung erfolgt auf der Grundlage einer geeigneten Aggregation der Überwachungsergebnisse und erforderlichenfalls von Konzentrationsschätzungen auf der Grundlage eines Modells des Grundwasserkörpers oder der Gruppe von Grundwasserkörpern.

4. Zum Zwecke der Untersuchung, ob die Voraussetzungen für einen guten chemischen Zustand des Grundwassers gemäß Teil I, 3°, b) und c) erfüllt sind, beurteilen die Mitgliedstaaten, soweit angebracht und erforderlich, auf der Grundlage einschlägiger Überwachungsergebnisse und eines geeigneten Modells des Grundwasserkörpers

a) die Auswirkungen der Schadstoffe im Grundwasserkörper; insbesondere für die Überwachungsstellen, von denen sich erweist, dass sie sich in den direkten Einflussgebieten von verseuchten Standorten oder in den direkten Einflussgebieten eines punktuellen Eintrags von Schadstoffen befinden, wird die Untersuchung darauf abzielen, diese Schadstoffe in einem Abstand zu diesen Standorten zu messen, der aufgrund des Maßstabs des Wasserkörpers am geeignetsten ist;

b) die Mengen und Konzentrationen der Schadstoffe, die vom Grundwasserkörper in die damit verbundenen Oberflächengewässer oder in unmittelbar abhängige terrestrische Ökosysteme übertragen werden oder übertragen werden können;

c) die wahrscheinlichen Auswirkungen der Mengen und Konzentrationen der Schadstoffe, die in die verbundenen Oberflächengewässer und unmittelbar abhängigen terrestrischen Ökosysteme eingetragen werden;

d) die Erstreckung eines etwaigen Salzeintrags oder anderer Intrusionen in den Grundwasserkörper und

e) die von Schadstoffen im Grundwasserkörper ausgehende Gefahr für die Qualität des aus dem Grundwasserkörper entnommenen oder zu entnehmenden Wassers, das für den menschlichen Verbrauch bestimmt ist.

5. Die operative Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Umwelt und Wasser, stellt den chemischen Zustand eines Grundwasserkörpers oder einer Gruppe von Grundwasserkörpern auf Karten gemäß dem Teil V vorliegender Anlage dar. Ferner gibt sie soweit angebracht und möglich auf diesen Karten alle Überwachungsstellen an, an denen die Grundwasserqualitätsnormen und/oder die Schwellenwerte überschritten werden.

*Teil D***ERMITTLUNG UND UMKEHRUNG SIGNIFIKANTER UND ANHALTENDER STEIGENDER TRENDS****I. Ermittlung signifikanter und anhaltender steigender Trends**

Die Einzugsgebietsbehörde ermittelt signifikante und anhaltende steigende Trends in allen Grundwasserkörpern oder Gruppen von Grundwasserkörpern, die gemäß dem am 22. März 2005 gebilligten Ortsbefund als gefährdet eingestuft werden, unter Berücksichtigung folgender Anforderungen:

1) Das Überwachungsprogramm wird gemäß der Anlage IV Teil II.2) so erstellt, dass signifikante und anhaltende steigende Trends der Schadstoffkonzentrationen festgestellt werden können.

2) Das Verfahren zur Ermittlung signifikanter und anhaltender Trends wird von der operativen Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Umwelt und Wasser, durchgeführt. Es basiert auf folgenden Elementen:

a) Die Häufigkeit der Kontrollen und die Überwachungsstellen werden so gewählt, dass:

i) anhand der erhaltenen Informationen sichergestellt werden kann, dass sich steigende Trends mit hinreichender Zuverlässigkeit und Genauigkeit von natürlichen Schwankungen unterscheiden lassen;

ii) steigende Trends so rechtzeitig erkannt werden können, dass Maßnahmen zur Verhütung oder zumindest, soweit möglich, zur Abschwächung ökologisch signifikanter Verschlechterungen der Grundwasserqualität ergriffen werden können. Die Ermittlung dieser Trends ist unter Berücksichtigung bereits erfasster Daten zum ersten Mal nach Möglichkeit spätestens im Jahre 2009 durchzuführen und erfolgt im Zusammenhang mit dem Bericht über die Trendermittlung im Rahmen des ersten Bewirtschaftungsplans für die Einzugsgebiete gemäß Artikel D.24, und danach mindestens alle sechs Jahre;

iii) die zeitabhängigen physikalischen und chemischen Eigenschaften des Grundwasserkörpers einschließlich der Grundwasserströmungsbedingungen und der Neubildungsrate des Grundwassers sowie die Sickerzeit im Boden oder Unterboden berücksichtigt werden können;

b) Die gewählten Kontroll- und Analysemethoden entsprechen internationalen Qualitätskontrollgrundsätzen, gegebenenfalls auch CEN-Normen oder nationalen standardisierten Methoden, die so beschaffen sind, dass der Erhalt vergleichbarer Daten von gleichwertiger wissenschaftlicher Qualität gewährleistet ist;

c) Die Beurteilung erfolgt auf der Grundlage einer statistischen Methode, der Trendanalyse in den Zeitreihen für die einzelnen Überwachungsstellen, wie etwa der Regressionsanalyse;

d) Zur Vermeidung von Verzerrungen bei der Trendermittlung werden außer für Pestizide insgesamt sämtliche Messergebnisse unterhalb der Bestimmungsgrenze auf die Hälfte des höchsten in den Zeitreihen nachgewiesenen Bestimmungsgrenzwerts festgesetzt.

3) Bei der Ermittlung signifikanter und anhaltender steigender Konzentrationstrends bei natürlicherweise und infolge menschlicher Tätigkeiten vorkommenden Stoffen werden die Ausgangspunkte für die Identifikation von Trends und, soweit vorhanden, auch Daten berücksichtigt, die vor Beginn des Überwachungsprogramms erfasst wurden, um über die Trendermittlung im Rahmen des ersten Bewirtschaftungsplans für die Einzugsgebiete gemäß Artikel D.24 Bericht zu erstatten.

**II. Ausgangspunkte für die Trendumkehr**

Die Einzugsbehörde bewirkt bei festgestellten signifikanten und anhaltenden steigenden Trends nach Artikel D I vorliegender Anlage eine Trendumkehr; hierfür gelten folgende Bedingungen:

1. Der Ausgangspunkt für Durchführungsmaßnahmen zur Umkehrung signifikanter und anhaltender steigender Trends ist gegeben, wenn die Konzentration des Schadstoffs 75% der Parameterwerte der in Anhang I festgelegten Grundwasserqualitätsnormen und der gemäß Teil A II festgelegten Schwellenwerte erreicht, es sei denn,

a. ein früherer Ausgangspunkt ist erforderlich, um durch Maßnahmen zur Trendumkehr auf kosteneffizienteste Weise jegliche ökologisch signifikante nachteilige Veränderungen der Grundwasserqualität verhindern oder zumindest so weit wie möglich abmildern zu können;

b. ein früherer Ausgangspunkt ist erforderlich, wenn der Grundwasserkörper in gutem oder sehr gutem Zustand ist, jedoch mit Ökosystemen, Feuchtgebieten oder Wasserfassungen interagiert, die einen angepassten Schutz erfordern;

c. ein anderer Ausgangspunkt ist gerechtfertigt, wenn die Nachweisgrenze es nicht ermöglicht, einen Trend in Höhe von 75% der Parameterwerte festzustellen, oder

d. die Anstiegsrate und die Umkehrbarkeit des Trends sind so beschaffen, dass es bei einem späteren Ausgangspunkt für Maßnahmen zur Trendumkehr noch möglich wäre, auf die kosteneffizienteste Weise jegliche ökologisch signifikante nachteilige Veränderungen der Grundwasserqualität durch solche Maßnahmen zu verhindern oder zumindest so weit wie möglich abzumildern. Solch ein späterer Ausgangspunkt darf keine Verzögerungen bei der Einhaltung der Frist für die Umweltziele bewirken.

2) Ist für einen Grundwasserkörper, der gemäß der Anlage IV, Teil II, Punkt 2) d) und Nr. 1 oben als gefährdet eingestuft wird, ein Ausgangspunkt festgelegt worden, so wird dieser während der sechsjährigen Laufzeit des Bewirtschaftungsplans für die Einzugsgebiete gemäß Artikel D.24 nicht mehr geändert.

3) Eine Trendumkehr wird unter Berücksichtigung einschlägiger, in Teil D I Nummer 2 enthaltener Überwachungs- und Kontrollbestimmungen belegt.

*Teil E***DARSTELLUNG DES CHEMISCHEN ZUSTANDS DES GRUNDWASSERS**

Bei der Beurteilung des chemischen Zustands werden die Ergebnisse der einzelnen Überwachungsstellen eines Grundwasserkörpers für diesen Grundwasserkörper als Ganzes zusammengerechnet. Ein guter Zustand eines Grundwasserkörpers im Hinblick auf diejenigen chemischen Parameter, für die in Teil A vorliegender Anlage Umweltqualitätsnormen oder Schwellenwerte festgelegt sind, setzt voraus, dass:

- der Durchschnittswert der Ergebnisse der Überwachung an jeder Stelle des Grundwasserkörpers berechnet wird, und

- diese Durchschnittswerte gemäß Teil C vorliegender Anlage verwendet werden, um die Einhaltung eines guten chemischen Zustands des Grundwassers nachzuweisen.

Die operative Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Umwelt und Wasser, stellt eine Karte bereit, auf der der chemische Zustand der Grundgewässer anhand folgender Farben gekennzeichnet wird:

Gut: grün,  
Schlecht: rot.

Sie kennzeichnet ferner mit einem schwarzen Punkt auf der Karte diejenigen Grundwasserkörper, bei denen ein signifikanter und anhaltender Trend zur Zunahme der Schadstoffkonzentrationen aufgrund anthropogener Einwirkungen festzustellen ist. Eine Trendumkehr wird durch einen blauen Punkt auf der Karte gekennzeichnet.

Diese Karte wird in den Bewirtschaftungsplan für die Einzugsgebiete aufgenommen.

Die operative Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Umwelt und Wasser, stellt ebenfalls eine Karte bereit, auf der der mengenmäßige Zustand der Grundgewässer, so wie er sich aus dem Überwachungsnetz ergibt, anhand folgender Farben für jeden Grundwasserkörper gekennzeichnet wird:

Gut: grün,  
Schlecht: rot.»

**Art. 9** - Die Anlage XX des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird durch die folgende Anlage ersetzt:

#### „ANLAGE XX

##### Wichtigste für das Grundwasser relevante Schadstoffe

Liste I: Gefährliche Stoffe oder Stoffe, die als gefährlich erachtet werden

1. Organohalogene Verbindungen und Stoffe, die im Wasser derartige Verbindungen, insbesondere chlorierte Kohlenwasserstoffe und PCB, bilden können;
2. Organische Phosphorverbindungen;
3. Organische Zinnverbindungen;
4. Stoffe und Zubereitungen oder deren Abbauprodukte, deren karzinogene oder mutagene Eigenschaften bzw. steroidogene, thyreoide, reproduktive oder andere Funktionen des endokrinen Systems beeinträchtigende Eigenschaften im oder durch das Wasser erwiesen sind;
5. Persistente Kohlenwasserstoffe sowie persistente und bioakkumulierende organische toxische Stoffe, insbesondere:

- monozyklische aromatische Kohlenwasserstoffe
- Mineralöle (anhand des Index (C10-C40) für Kohlenwasserstoffe messbar)
- Polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe

1. Zyanide;
2. Quecksilber und Quecksilberverbindungen;
3. Cadmium und Cadmiumverbindungen;
4. Pflanzenschutzmittel im Sinne von Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 28. Februar 1994 und biozide Produkte im Sinne von Titel 1, Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 22. Mai 2003, in Anwendung des Gesetzes vom 21. Dezember 1998.

Liste II: Sonstige Schadstoffe für das Grundwasser

1. Arsen und Arsenverbindungen;
2. Nickel und Nickelverbindungen;
3. Zink, Kupfer und deren Verbindungen;
4. Sonstige Metalle und Metallverbindungen;
5. Stoffe, die zur Eutrophierung beitragen (insbesondere Nitrate und Phosphate);
6. Stoffe mit nachhaltigem negativem Einfluss auf die Sauerstoffbilanz (und die anhand von Parametern wie dem BSB, dem CSB, dem Permanganatindex und dem organischen Kohlenstoff gemessen werden können);
7. Schwebstoffe (einschließlich derjenigen, die durch die Trübheit gemessen werden können);
8. Ammonium;
9. Borate;
10. Fluoride;
11. Chloride;
12. Sulfate.“

**Art. 10** - Das Dekret vom 22. November 2007 zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches zwecks Vermeidung und Sanierung von Umweltschäden ist auf die in Nummer 11 der Anlage I des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches anwendbar.

**Art. 11** - In der Anlage XXXIII, Tabelle B des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird der Titel der zweiten Spalte der Tabelle durch folgenden Wortlaut ersetzt:

**„Routineprüfung: Anzahl Entnahmen pro Jahr (Anmerk. 2, 3 und 5)“**

In derselben Anlage wird unter die Anmerkungen unter der Tabelle B eine Anmerkung 5 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

„Anmerkung 5: Bei zeitweiliger kurzfristiger Wasserversorgung wird die Häufigkeit der Kontrollen von in Tankfahrzeugen bereitgestelltem Wasser wie folgt festgelegt:

- eine anfängliche Routinekontrolle;
- gegebenenfalls ergänzende Kontrollen, die je nach Fall von der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, Abteilung Umwelt und Wasser, festgelegt werden.“

**Art. 12** - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Februar 2009

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN



## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1061

[2009/201201]

**12 FEBRUARI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt en betreffende de bescherming van het grondwater tegen verontreiniging en achteruitgang van de toestand**

De Waalse Regering,

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterboek inhoudt, inzonderheid op artikelen D.17, § 5, D.23, §§ 3 en 4, D.167 en D.170;

Gelet op artikel 6 van het decreet van 22 november 2007 tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek met betrekking tot het voorkomen en herstellen van milieuschade;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 juni 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 12 juni 2008;

Gelet op het advies van de "Commission consultative de l'Eau" (Wateradviescommissie), gegeven op 16 juli 2008;

Gelet op advies 45.660/4 van de Raad van State, gegeven op 26 januari 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest) van 24 juni 2008;

Op voorstel van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid en Richtlijn 2006/118/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende de bescherming van het grondwater tegen verontreiniging en achteruitgang van de toestand worden bij dit besluit omgezet.

**Art. 2.** Het volgende hoofdstuk wordt in Titel III van Deel II van het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, ingevoegd :

"HOOFDSTUK I. — Bescherming van het grondwater tegen verontreiniging en achteruitgang van de toestand

**Art. R. 43ter-1.** Bij dit hoofdstuk worden specifieke maatregelen ter voorkoming en beheersing van grondwaterverontreiniging vastgesteld. Deze maatregelen omvatten met name :

- a) criteria voor de beoordeling van de goede chemische toestand van het grondwater; en
- b) criteria voor het vaststellen van significante en aanhoudende stijgende trends en de omkering daarvan, en voor het bepalen van de beginpunten voor omkeringen in trends.

**Art. R. 43ter-2.** Voor de toepassing van Titel III en volgende gelden de volgende definities :

1° "goede chemische toestand van een grondwater", de chemische toestand van een grondwaterlichaam die aan de volgende voorwaarden voldoet :

\* de veranderingen van geleidbaarheid wijzen niet op intrusies van zout of andere stoffen in het grondwaterlichaam;

\* de chemische samenstelling, die op de verschillende meetpunten van het voornamelijk monitoringsnetwerk bedoeld in artikel R. 43bis-1 gemeten worden, is zodanig dat de concentraties van verontreinigende stoffen de criteria van artikel R. 43ter-3 naleven, onder voorbehoud van de bepalingen van bijlage XIV deel C;

\* de chemische samenstelling van het grondwaterlichaam is zodanig dat de concentraties van verontreinigende stoffen niet verhinderen de milieudoelstellingen van artikel D.22 voor bijbehorende oppervlaktewateren te bereiken, dat ze geen significante vermindering van de ecologische of chemische kwaliteit van de bijbehorende oppervlaktewaterlichamen veroorzaken en dat ze geen significante schade toebrengen aan bijbehorende landecosystemen die rechtstreeks van het grondwaterlichaam afhangen;

2° "grondwaterkwaliteitsnorm", een milieukwaliteitsnorm uitgedrukt als de concentratie van een bepaalde verontreinigende stof, groep verontreinigende stoffen of indicator van verontreiniging in grondwater die ter bescherming van de menselijke gezondheid en het milieu niet mag worden overschreden;

3° "drempelwaarde", een grondwaterkwaliteitsnorm bepaald door de stroomgebiedsoverheid overeenkomstig artikel R. 43ter-3, met het oog op de bescherming van grondwater tegen verontreiniging en achteruitgang van de toestand;

4° "significante en aanhoudende stijgende trends", elke statistisch en uit milieuoogpunt significante toename van de concentratie van een verontreinigende stof, groep verontreinigende stoffen of indicator van verontreiniging in het grondwater waarvoor een omkering van de trend als noodzakelijk wordt beschouwd overeenkomstig artikel R 43ter-5;

5° "inbreng van verontreinigende stoffen in het grondwater", het als gevolg van menselijke activiteiten direct en indirect inbrengen van verontreinigende stoffen in het grondwater;

6° "achtergrondniveau", de concentratie van een stof of de waarde van een indicator in een grondwaterlichaam die overeenkomt met onbestaande, of zeer geringe, antropogene alteraties of alleen met heel kleine alteraties in vergelijking met niet verstoorde omstandigheden; in het bijzonder, de concentratie van de natuurlijke geochemische achtergrond in het diepe grondwater of vlakbij ertshoudende afzettingen.

7° "basislijnniveau", de gemiddelde waarde die tenminste is gemeten gedurende de referentie jaren 2007 en 2008 op grond van de volgens artikel D.19 ingestelde monitoringsprogramma's of, in geval van stoffen die na deze referentie jaren ontdekt zijn, gedurende de eerste periode waarvoor een representatieve reeks van monitoringsgegevens bestaat.

**Art. R. 43ter-3.** Voor de beoordeling van de chemische toestand van een grondwaterlichaam of een groep grondwaterlichamen overeenkomstig artikel R. 43ter-2, 1°, worden de volgende criteria aangehouden

1° grondwaterkwaliteitsnormen als bedoeld in bijlage XIV, deel A I;

2° drempelwaarden die in bijlage XIV, deel A II., worden vermeld en die overeenkomstig de in bijlage XIV, deel B I en II, omschreven procedure vastgesteld worden voor de verontreinigende stoffen, de groepen verontreinigende stoffen en de indicatoren van verontreiniging die herkend zijn als stoffen die ertoe bijdragen dat grondwaterlichamen of groepen grondwaterlichamen als risicovol worden beschouwd, rekening houdend met tenminste de lijst van bijlage XIV, deel B III.

**Art. R. 43ter-4.** § 1. De procedure omschreven in bijlage XIV, deel C I en II, wordt gebruikt om de chemische toestand van een grondwaterlichaam te beoordelen. In voorkomend geval kunnen de grondwaterlichamen bijeengebracht worden overeenkomstig bijlage IV, punt II, 2).

§ 2. De punten voor grondwatermonitoring moeten worden gekozen volgens de vereisten van artikel R. 43bis en bijlage IV, punt II, 2).

§ 3. Een samenvatting van de beoordeling van de chemische toestand van het grondwater verschijnt in de beheersplannen van stroomgebiedsdistrict overeenkomstig artikel D.24.

In deze samenvatting, die wordt opgesteld op het niveau van het stroomgebiedsdistrict of van het deel van het internationaal stroomgebiedsdistrict dat op het grondgebied van het Waalse Gewest ligt, wordt ook toegelicht op welke wijze de overschrijdingen van de grondwaterkwaliteitsnormen of de drempelwaarden bij afzonderlijke monitoringspunten bij de eindbeoordeling in aanmerking zijn genomen.

**Art. R. 43ter-5.** § 1. De significante en aanhoudende stijgende trends van de concentraties van verontreinigende stoffen, groepen van verontreinigende stoffen of indicatoren van verontreiniging waargenomen in grondwaterlichamen of groepen van grondwaterlichamen die als risicovol worden beschouwd, worden herkend en het startpunt van de omkering van deze trends wordt bepaald op basis van de vastgestelde tendens en haar bijbehorende milieurisico's, overeenkomstig bijlage XIV, deel D.

§ 2. Overeenkomstig bijlage XIV, deel IV.B, worden de trends die een significant risico vertonen voor de kwaliteit van de aquatische of terrestrische ecosystemen, de menselijke gezondheid of het rechtmatig gebruik, reël of potentieel, van het aquatische milieu omgekeerd aan de hand van het maatregelenprogramma bedoeld in artikel D.23 om de verontreiniging van het grondwater geleidelijk te verminderen en de achteruitgang van zijn toestand te voorkomen.

§ 3. De beheersplannen van stroomgebiedsdistrict die overeenkomstig artikel D.24 opgesteld worden vatten samen :

1° de manier waarop de beoordeling van de tendens die op basis van verschillende monitoringspunten in een grondwaterlichaam of een groep grondwaterlichamen verricht is tot het vaststellen heeft bijgedragen, overeenkomstig bijlage XIV, deel E, dat deze lichamen op een significante en aanhoudende manier een stijgende tendens van de concentraties van een of ander verontreinigende stof of de omkering van zulke tendens ondergaan; en

2° de redenen waarop de startpunten bepaald overeenkomstig paragraaf 1 gebaseerd zijn.

§ 4. Als het nodig is om de impact te beoordelen van de vervuulende lagen in grondwaterlichamen die het uitvoeren van de doelstellingen van artikel D.22 zouden kunnen bedreigen, en in het bijzonder lagen die uit plaatselijke verontreinigingsbronnen en besmette gronden voortvloeien, worden bijkomende tendensbeoordelingen voor de vastgestelde verontreinigende stoffen verricht op basis van een onderzoekscontrole om te controleren dat de lagen uit besmette locaties zich niet uitbreiden, de chemische toestand van het grondwaterlichaam of de groep van grondwaterlichamen niet beschadigen en geen risico voorstellen noch voor de menselijke gezondheid noch voor het milieu. De resultaten van deze beoordelingen worden samengevat in de beheersplannen van stroomgebiedsdistrict die overeenkomstig artikel D.24 opgesteld worden. »

**Art. 3.** Het volgende onderdeel wordt in Hoofdstuk III van Titel VII van Deel II van het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, ingevoegd :

"Afdeling 4. — Maatregelen voor het voorkomen of het beperken van de inbreng van verontreinigende stoffen in het grondwater"

**Art. R. 187bis-1.** § 1. Deze afdeling vult de bepalingen voor het voorkomen of het beperken van de inbreng van verontreinigende stoffen in het grondwater aan die al in dit wetboek staan en beoogt het voorkomen van de achteruitgang van de toestand van alle grondwaterlichamen.

**Art. R. 187bis-2.** § 1. Om overeenkomstig artikel D.22 § 1, 2°, de doelstelling te bereiken die in het voorkomen of het beperken van de inbreng van verontreinigende stoffen in het grondwater bestaan, bevat het maatregelenprogramma overeenkomstig artikel D.23 :

1° alle noodzakelijke maatregelen om te proberen de inbreng van elke stof van bijlage XX, lijst 1, in het grondwater te voorkomen, onverminderd paragrafen 2 en 3 van dit artikel;

2° voor de verontreinigende stoffen van bijlage XX, lijst II, en voor de andere verontreinigende stoffen die in deze bijlage niet vermeld worden maar waarvoor de stroomgebiedsoverheid acht dat ze een reël of potentieel risico op verontreiniging voorstellen, alle noodzakelijke maatregelen om de inbreng in het grondwater te beperken zodat deze inbreng geen achteruitgang of significante en aanhoudende stijgende trends van de concentraties van verontreinigende stoffen in het grondwater tot gevolg heeft. Deze maatregelen houden tenminste rekening met de beste bestaande praktijken, met name de beste beschikbare milieupraktijken en technische praktijken die in de relevante wetgeving vermeld worden.

Om de maatregelen bedoeld in punten 1° of 2° te bepalen, kan de Minister de gevallen preciseren waarin de verontreinigende stoffen van bijlage XX, met name de essentiële metalen en hun verbindingen van deze bijlage, als gevaarlijk of onveilig beschouwd moeten worden.

§ 2. Er wordt, telkens als het technisch mogelijk is, rekening gehouden met de inbreng van verontreinigende stoffen die uit verspreide verontreinigingsbronnen komen en die een impact op de chemische toestand van het grondwater hebben.

§ 3. De inbreng van verontreinigende stoffen wordt van de in paragraaf 1 voorzien maatregelen uitgesloten als ze :

1° het resultaat is van toegelaten directe lozingen overeenkomstig artikel D.170;

2° door de stroomgebiedsoverheid beschouwd wordt als in zodanig lage hoeveelheid en concentratie aanwezig zijnde dat elk huidig of toekomstig risico op achteruitgang van de kwaliteit van het ontvangende grondwater geweerd wordt;

3° het gevolg is van ongelukken of uitzonderlijke omstandigheden die aan natuurlijke oorzaken te wijten zijn die redelijkerwijs niet voorzien, voorkomen of verminderd hadden kunnen worden;

4° het resultaat is van een nieuwe vulling of een kunstmatige vergroting van grondwaterlichamen toegelaten overeenkomstig artikel D.169;

5° door de stroomgebiedsoverheid beschouwd wordt als technisch onmogelijk te voorkomen of beperken zonder :

a) maatregelen die de risico's voor de menselijke gezondheid of de kwaliteit van het milieu in zijn geheel zouden verhogen; of

b) maatregelen waarvan de kosten bovenmaats zijn en die ertoe strekken grote hoeveelheden verontreinigende stoffen van de besmette grond of ondergrond te verwijderen of hun infiltratie in deze grond of ondergrond te controleren; of

6° wat de oppervlaktewateren betreft, het resultaat van tussenkomsten is die ertoe strekken de effecten van overstromingen en droogten te verminderen en het beheer van het water en de waterlopen te verzekeren, ook op internationaal niveau. Deze activiteiten, zoals de ontruiming, de baggerwerken, de verplaatsing en de neerlegging van sedimenten in de oppervlaktewateren, worden overeenkomstig de algemene dwingende maatregelen verricht en eventueel overeenkomstig de milieuvergunningen en de vergunningen die op basis van deze maatregelen worden afgegeven op voorwaarde dat die inbreng het behalen van de milieudoelstellingen niet in gevaar brengt die vastgesteld worden voor betrokken waterlichamen overeenkomstig artikel D.22, § 1, 2°.

De in punten 1° tot 6° voorziene uitsluitingen kunnen enkel toegepast worden als de stroomgebiedsoverheid de efficiënte uitvoering van een monitoringscontrole van het betrokken grondwater heeft vastgesteld overeenkomstig bijlage IV, deel II. 2) b), of van een andere aangepaste controle.

§ 4. De stroomgebiedsoverheid houdt een lijst bij van de uitsluitingen bedoeld in paragraaf 3."

**Art. 4.** Artikel R. 177 van hetzelfde wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Art. R. 177. Elke directe lozing van stoffen die in artikel R. 175 worden vermeld, is verboden behalve uitsluitingen bedoeld in artikel D. 170."

**Art. 5.** Artikel R. 179 van hetzelfde wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Art. R. 179. Onverminderd de toepassing van andere wetgevingen worden de acties tot verwijdering of neerlegging met het oog op de verwijdering van de stoffen bedoeld in artikel R. 175, 2°, die tot een indirecte lozing zouden kunnen leiden, aan milieuvergunningen onderworpen.

Na inzage van de resultaten van een voorafgaand onderzoek kan de bevoegde overheid een milieuvergunning afgeven op voorwaarde dat alle technische voorzorgsmaatregelen die tot het beperken van de lozing in het grondwater bijdragen, worden nageleefd. "

**Art. 6.** Artikel R.181 van hetzelfde wetboek wordt met een tweede lid aangevuld, luidende als volgt :

"Vanaf 19 januari 2009 houden deze milieuvergunningen rekening met de eisen bedoeld in artikelen R. 43ter-3, 4 en 5."

**Art. 7.** Het eerste lid van artikel R. 182 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Als een directe lozing toegelaten is overeenkomstig artikel R. 178, paragraaf 3, of als een actie tot verwijdering van het afvalwater die onvermijdelijk tot een indirecte lozing leidt, toegelaten is overeenkomstig artikel R. 179, moet de milieuvergunning met name bepalen :"

**Art. 8.** Bijlage XIV van het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt, opgeheven bij het besluit van 3 mei 2007, wordt in de volgende opstelling hersteld :

#### "BIJLAGE XIV

### BEOORDELING VAN DE KWALITEIT VAN GRONDWATERLICHAMEN

#### Deel A

#### KWALITEITSCRITEIA VAN HET GRONDWATER

#### I. KWALITEITSNORMEN VAN HET GRONDWATER

1. Om de chemische toestand van het grondwater te beoordelen overeenkomstig artikel R. 43ter-4 worden de volgende kwaliteitsnormen van het grondwater gebruikt :

Verontreinigende stof	Kwaliteitsnormen
Nitraat	50 mg/l
Actieve ingrediënten van pesticiden, met inbegrip van de relevante omzettings-, afbraak- en reactieproducten daarvan (1)	0,1 µg/l 0,5 µg/l (totaal) (2)
(1) Onder "pesticiden" wordt verstaan gewasbeschermingsmiddelen als omschreven in artikel 1 van het koninklijk besluit van 28 februari 1994 en biociden als omschreven in Titel 1, artikel 1, van het koninklijk besluit van 22 mei 2003 overeenkomstig de wet van 21 december 1998.	
(2) Onder "totaal" wordt verstaan de som van alle tijdens de monitoringprocedure opgespoorde en gekwantificeerde afzonderlijke bestrijdingsmiddelen, met inbegrip van de relevante omzettings-, afbraak- en reactieproducten daarvan.	

2. Indien voor een gegeven grondwaterlichaam het vermoeden bestaat dat de toepassing van deze grondwaterkwaliteitsnormen ertoe kan leiden dat de in artikel D.22 gespecificeerde milieudoelstellingen voor de bijbehorende oppervlaktewateren niet worden bereikt, of kan resulteren in een significante vermindering van de ecologische of chemische kwaliteit van die wateren of in significante schade aan terrestrische ecosystemen die rechtstreeks van het grondwaterlichaam afhankelijk zijn, worden overeenkomstig artikel R. 43ter-3 en deel B van deze bijlage stringenter drempelwaarden vastgesteld. De in verband met een dergelijke drempelwaarde vereiste programma's en maatregelen gelden ook voor activiteiten die onder de werkingssfeer van artikelen R.189 en volgende vallen.

## II. DREMPELWAARDEN DIE VOOR HET GRONDWATER VAN TOEPASSING ZIJN

Verontreinigende stof	Drempelwaarde
Ammonium	0,5 mg NH <sub>4</sub> /l
Antimoon	5 µg/l
Arseen	10 µg/l *
Cadmium	5 µg/l **
Chloride	150 mg/l
Chroom	50 µg/l **
Koper	100 µg/l **
2,6-dichloorbenzamide	0,2 µg/l
Kwik	1 µg/l **
Nikkel	20 µg/l *
Nitraat (Waterlichamen RWM100, RWR101, RWM102, RWM103)	50 mg/l **
Totaal fosfor	1,15 mg/l P <sub>2</sub> O <sub>5</sub> **
Lood	10 µg/l **
Sulfaat	250 mg/l *
Trichlooretheen	10 µg/l
Tetrachlooretheen	10 µg/l
Zink	200 µg/l **

Nota's :

1. Voor de parameters met een \* kan de drempelwaarde plaatselijk verhoogd worden om met de referentieconcentratie rekening te houden als ze hoger is.

2. Voor de parameters met \*\* moet er gecontroleerd worden dat de strengere drempelwaarde van de goede toestand van de oppervlaktewateren nageleefd wordt :

- op het niveau van de bronnen (of uitlaten van de waterlagen) die ze bevoorraden, rekening houdend met de stromen die tot de verwatering bijdragen;
- binnen de ondergrondse waterlagen, rekening houdend met de plaatselijke aangepaste verwatering- en verzachtingsfactoren.

3. De drempelwaarden voor de metalen betreffen het uittrekbare metaal met pH 2.

*Deel B*

## VASTSTELLING EN HERZIENING VAN DE DREMPELWAARDEN VOOR DE VERONTREINIGENDE STOFFEN IN HET GRONDWATER EN DE INDICATOREN VAN VERONTREINIGING

### I. Algemeen

§ 1. De drempelwaarden voor een goede chemische toestand van het grondwater worden gebaseerd op de bescherming van de grondwaterlichamen overeenkomstig deel B II. van deze bijlage met bijzondere aandacht voor hun impact op bijbehorende oppervlaktewateren en rechtstreeks afhankelijke terrestrische ecosystemen en watergebieden, en voor hun wisselwerkingen ermee en ze houden rekening met onder meer de wetenschap op het gebied van menselijke toxicologie en ecotoxicologie.

§ 2. De drempelwaarden worden, behalve uitzonderingen, op het niveau van het Waalse Gewest vastgesteld maar ze gaan tenminste over het grondwaterlichaam.

§ 3. Voor grondwaterlichamen waarbinnen het water over de grenzen van het Waalse Gewest stroomt wordt de vaststelling van drempelwaarden gecoördineerd met de partners van de internationale stroomgebiedsdistricten bedoeld in artikel D.10.

§ 4. Alle vastgestelde drempelwaarden worden bekendgemaakt in de overeenkomstig artikel D.24. vastgestelde stroomgebiedbeheersplannen, met inbegrip van een samenvatting van de in deel B IV. van deze bijlage voorziene gegevens.

§ 5. De lijst van drempelwaarden wordt in het vervolg gewijzigd indien uit nieuwe informatie over verontreinigende stoffen, groepen verontreinigende stoffen of indicatoren van verontreiniging blijkt dat een drempelwaarde moet worden vastgesteld voor een nieuwe stof of een bestaande drempelwaarde moet worden gewijzigd, dan wel dat een eerder van de lijst geschrapte drempelwaarde opnieuw moet worden opgenomen, teneinde de menselijke gezondheid en het milieu te beschermen.

Drempelwaarden kunnen van de lijst worden geschrapt indien het betrokken grondwaterlichaam niet langer door de desbetreffende verontreinigende stoffen, groepen verontreinigende stoffen of indicatoren van verontreiniging gevaar loopt.

Wijzigingen in de lijst van drempelwaarden worden in het kader van de periodieke herziening van de stroomgebiedbeheersplannen bekendgemaakt.

## II. Richtsnoeren betreffende de opstelling van drempelwaarden

De stroomgebiedsoverheid bepaalt voor alle verontreinigende stoffen en indicatoren van verontreiniging de drempelwaarden op grond waarvan, conform de analyse van de kenmerken krachtens artikel D.17, §§ 1 en 7, wordt vastgesteld dat grondwaterlichamen of groepen grondwaterlichamen het gevaar lopen geen goede chemische toestand van het grondwater te bereiken.

De drempelwaarden worden zodanig vastgesteld dat, mochten de monitoringresultaten in een representatief monitoringpunt de drempelwaarden overschrijden, dit wijst op een risico dat niet is voldaan aan een of meer van de voorwaarden voor een goede chemische toestand van het grondwater als bedoeld in deel C I., 3<sup>o</sup>, b), c) en d) van deze bijlage.

Bij het vaststellen van drempelwaarden neemt de stroomgebiedsoverheid de volgende richtsnoeren in acht :

1. De vaststelling van de drempelwaarden moet gebaseerd zijn op :

a. de mate waarin de interacties tussen het grondwater en de daarmee verband houdende aquatische ecosystemen en de afhankelijke terrestrische ecosystemen plaatsvinden;

b. de mate waarin het wetmatig gebruik of de wetmatige functie, in het heden of in de toekomst, van grondwater gehinderd wordt;

c. alle verontreinigende stoffen die de ondergrondse waterlichamen als risicovol beschouwen, waarbij de minimumlijst omschreven in punt III in aanmerking genomen wordt;

d. de hydrogeologische kenmerken, met inbegrip van de informatie over de referentieconcentraties en de hydrologische balans.

1. De bepaling van de drempelwaarden gebeurt rekening houdend met de oorsprong van de verontreinigende stoffen en met de eventuele natuurlijke aanwezigheid, met de toxicologie en het verspreidingsprofiel, het voortbestaan en de potentiële bioaccumulatie van die verontreinigende stoffen.

2. Telkens als der hoge referentieconcentraties van stoffen of ionen of hun markeerders geregistreerd worden om natuurlijke hydrogeologische redenen, worden die referentieconcentraties van het betrokken grondwaterlichaam bij de vaststelling van de drempelwaarden in rekening gebracht.

3. De vaststelling van de drempelwaarden wordt ondersteund door een mechanisme voor de controle van de ingezamelde gegevens, gebaseerd op de beoordeling van de kwaliteit van de gegevens, van de analytische overwegingen en de achtergrondniveaus voor de stoffen die tegelijk natuurlijk aanwezig kunnen zijn en voortspruiten uit menselijke activiteiten.

4. De samenhang van de drempelwaarden wordt nagekeken met behulp van het systeem voor de evaluatie van het grondwater SEQESo, ontwikkeld door het operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst, Departement Leefmilieu en Water.

## III. Minimumlijst van de verontreinigende stoffen en hun markeerders waarvoor de stroomgebiedsoverheid de vaststelling van de drempelwaarden moet overwegen overeenkomstig artikel R. 43ter-3.

1. Stoffen of ionen of markeerders die tegelijk natuurlijk aanwezig kunnen zijn en/of voortvloeien uit de menselijke activiteit. Arseen, Cadmium, Lood, Kwik, Ammonium, Chloriden, Sulfaten.

2. Kunststoffen : Trichlorethyleen, tetrachlorethyleen.

3. Parameters die het binnendringen van zout water of andere aangeven : Geleidbaarheid

## IV. Informatie die verstrekt moet worden wat betreft de verontreinigende stoffen en hun markeerders waarvoor drempelwaarden zijn vastgesteld

Het beheersplan van het stroomgebiedsdistrict, vastgesteld overeenkomstig artikel D.24, geeft bondig de wijze aan waarop de procedure omschreven in deel B.II van deze bijlage toegepast is.

Het beheersplan bevat, indien dit haalbaar is :

a. informatie over het aantal waterlichamen of ondergrondse waterlichamen die als risicovol worden omschreven, evenals over de verontreinigende stoffen en de markeerders van verontreiniging die tot die klassificering bijdragen, met inbegrip van de waargenomen concentraties en waarden;

b. informatie over elk grondwaterlichaam dat als risicovol bestempeld wordt, in het bijzonder over de omvang van die waterlichamen, de verhouding tussen de grondwaterlichamen en de daarmee gepaard gaande oppervlaktewateren en de rechtstreeks afhankelijke terrestrische ecosystemen en in het geval van natuurlijk aanwezige stoffen, de natuurlijke referentieconcentraties in de grondwaterlichamen;

c. de drempelwaarde, die ze toepassen op gewestelijk niveau, op het deel van het internationaal stroomgebiedsdistrict dat op het Waalse grondgebied ligt of nog op het niveau van een waterlichaam of een bijzondere groep grondwaterlichamen;

d. de verhouding tussen de drempelwaarden en,

i) in het geval van natuurlijk aanwezige stoffen, de waargenomen referentieconcentraties;

ii) de doelstellingen inzake leefmilieukwaliteit en de andere normen ter bescherming van het water op nationaal, EU- of internationaal vlak;

iii) elke relevante informatie over de toxicologie, de ecotoxicologie, het voortduren, de potentiële bioaccumulatie en het verspreidingsprofiel van de verontreinigende stoffen.

*Deel C*

## BEOORDELING VAN DE CHEMISCHE TOESTAND VAN HET GRONDWATER

### I. Algemeen

Een waterlichaam of een groep grondwaterlichamen wordt beschouwd als in een goede chemische toestand verkerend indien :

1° de relevante controle vaststelt dat de voorwaarden bedoeld in artikel R. 43ter-2, 1° nageleefd worden of indien

2° de waarden die overeenstemmen met de kwaliteitsnormen van het grondwater opgenomen in de lijst van deel A.I van deze bijlage en met de relevante drempelwaarden vastgesteld overeenkomstig artikel R.43ter-3 en deel A.II van deze bijlage op geen enkel bewakingspunt van dat waterlichaam of van die groep grondwaterlichamen overschreden worden; of indien

3° de waarde die overeenstemt met een kwaliteitsnorm van het grondwater of een drempelwaarde op één of verschillende bewakingspunten overschreden worden, maar een gepast onderzoek, gevoerd overeenkomstig deel C.II van deze bijlage, bevestigt dat :

a. op grond van de beoordeling als bedoeld in deel C.II, punt 3, de concentraties van verontreinigende stoffen die de kwaliteitsnormen van het grondwater of de drempelwaarden niet beschouwd worden als een significant risico inhoudend voor het leefmilieu, meer bepaald wanneer de uitgestrektheid van het betrokken grondwaterlichaam 20 % niet overschrijdt;

b. de andere voorwaarden verwoord in artikel R.43ter-2, 1° verenigd zijn, overeenkomstig deze bijlage, deel C.II, punt 4;

c. voldaan wordt aan de vereisten van artikel D.168, laatste lid, overeenkomstig deel C.II, punt 4, van deze bijlage, voor de grondwaterlichamen vastgesteld overeenkomstig artikel D.168;

d. de geschiktheid van het grondwaterlichaam of van elk waterlichaam dat deel uitmaakt van de groep grondwaterlichamen om voor gebruik door mensen in aanmerking te komen, niet op significante wijze door verontreiniging ongedaan is gemaakt.

In het laatste geval worden de noodzakelijke maatregelen getroffen, overeenkomstig de artikelen D.23, D.167, D.169 en D.170 om, in het deel van het grondwaterlichaam vertegenwoordigd door het (de) bewakingspunt(en) waar de waarde die overeenstemt met een kwaliteitsnorm van het grondwater of met een drempelwaarde overschreden is, de aquatische ecosystemen, de terrestrische ecosystemen en het gebruik van het grondwater door de mens te beschermen.

### II. Procedure

1. De beoordelingsprocedure om te bepalen welke de chemische toestand van een waterlichaam of een groep grondwaterlichamen is, wordt verricht door het operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Departement Leefmilieu en Water, voor alle waterlichamen en groepen grondwaterlichamen die als risicovol gekenmerkt zijn en voor elke verontreinigende stof die bijdraagt tot die karakterisering van het waterlichaam of de groep grondwaterlichamen.

2. Indien er een onderzoek als bedoeld in deel C I., 3°, van deze bijlage wordt verricht, houdt het Departement Leefmilieu en Water rekening met :

a. informatie ingewonnen in het kader van de karakterisering uitgevoerd krachtens artikel D.17, § 1 en § 3, en vervat in de plaatsbeschrijving;

b. de resultaten verkregen door het bewakingsnet van het grondwater overeenkomstig bijlage IV.II. en

c. elke andere relevante informatie, met inbegrip van een vergelijking van het jaarlijkse rekenkundige gemiddelde van de concentratie verontreinigende stoffen aangetroffen op een bewakingspunt met de kwaliteitsnormen en de drempelwaarden van het grondwater.

3. Om te bepalen of de voorwaarden vervuld zijn die de goede chemische toestand van het grondwater bedoeld in deel C I., 3°, a) en d), garanderen, verricht het Departement Leefmilieu en Water, indien dat verantwoord en noodzakelijk is, en op grond van geschikte aggregaties van de resultaten van de bewaking, gestaafd indien nodig door ramingen van concentraties gesteund op een conceptueel model van het waterlichaam of de groep grondwaterlichamen, een raming van de uitgestrektheid van het grondwaterlichaam waarvoor het jaarlijkse rekenkundige gemiddelde van de concentratie van een verontreinigende stof hoger is dan een kwaliteitsnorm van het grondwater of van een drempelwaarde.

4. Om te bepalen of de voorwaarden vervuld zijn die de goede chemische toestand van het grondwater bedoeld in deel C I, 3°, b) en c), garanderen, verricht het Departement Leefmilieu en Water, indien dat verantwoord en noodzakelijk is, en op grond van de relevante resultaten van de bewaking en van een geschikt conceptueel model van het grondwaterlichaam, een raming :

a) van de effecten van de verontreinigende stoffen op het grondwaterlichaam; in het bijzonder voor de bewakingspunten die blijken te liggen in de gebieden met onmiddellijke invloed op de vervuilde locaties of in de gebieden met onmiddellijke invloed op een occasionele inbreng van verontreinigende stoffen; het onderzoek strekt ertoe die verontreinigende stoffen te meten op een meer geschikte afstand van die locaties op schaal van het waterlichaam;

b) van de hoeveelheden en concentraties van de verontreinigende stoffen die vermoedelijk overgaan van een grondwaterlichaam naar de daarmee gepaard gaande oppervlaktewateren of de rechtstreeks afhankelijke terrestrische ecosystemen;

c) van het vermoedelijke effect van de hoeveelheden en de concentraties van verontreinigende stoffen naar de daarmee gepaard gaande oppervlaktewateren en de rechtstreeks afhankelijke terrestrische ecosystemen;

d) de omvang van elke insijpeling van zout water of andere in het grondwaterlichaam; en

e) het risico van de verontreinigende stoffen die zich in het grondwaterlichaam bevinden voor de kwaliteit van het opgenomen water of het op te nemen water van het grondwaterlichaam met het oog op menselijk gebruik.

5. Het operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst, Departement Leefmilieu en Water geeft de chemische toestand van een waterlichaam of van een groep grondwaterlichamen weer op kaarten, overeenkomstig deel V van deze bijlage. Daarnaast wordt op die kaarten een overzicht gegeven van alle bewakingspunten waar de kwaliteitsnormen voor het grondwater en/of de drempelwaarden overschreden worden indien dit relevant en mogelijk is.

#### *Deel D*

### **IDENTIFICATIE EN OMKERING VAN DE SIGNIFICANTE EN AANHOUDENDE STIJGENDE TRENDS**

#### **I. Identificatie van de significante en aanhoudende stijgende trends**

De stroomgebiedsoverheid stelt de significante en aanhoudende stijgende trends vast in alle grondwaterlichamen of groepen grondwaterlichamen die als risicovol gekenmerkt zijn, overeenkomstig de plaatsbeschrijving goedgekeurd op 22 maart 2005, waarbij rekening wordt gehouden met navermelde vereisten :

1) overeenkomstig bijlage IV, deel II.2), wordt het bewakingsprogramma zodanig geconcipieerd dat de significante en aanhoudende stijgende trends van concentraties van verontreinigende stoffen achterhaald kunnen worden;

2) de procedure voor de vaststelling van de significante en aanhoudende stijgende trends wordt gegarandeerd door het operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Departement Leefmilieu en Water. Die procedure steunt op volgende gegevens :

a) de frequenties en de bewakingsplaatsen worden zodanig gekozen dat ze voldoende zijn om :

i) de nodige informatie te verstrekken om een onderscheid te kunnen maken tussen die stijgende trends en de natuurlijke schommelingen, met een voldoende graad van betrouwbaarheid en nauwkeurigheid;

ii) die stijgende trends tijdig te kunnen achterhalen zodat maatregelen getroffen kunnen worden om de achteruitgang van de kwaliteit van het grondwater met een impact op het leefmilieu te voorkomen of zo goed mogelijk te verzachten. Een eerste vaststellingsoefening wordt uiterlijk in 2009 gehouden indien mogelijk, waarbij met de bestaande gegevens rekening wordt gehouden in de context van het verslag over de vaststelling van de trends in het kader van het eerste beheersplan voor een stroomgebiedsdistrict bedoeld in artikel D.24 van dit wetboek, en daarna ten minste om de zes jaar;

iii) rekening te houden met de tijdelijke fysische en chemische kenmerken van het grondwaterlichaam, met inbegrip van de omstandigheden waarin het grondwater stroomt en de insijpelingsnelheid, evenals de tijd die het water nodig heeft om door te sijpelen naar de bodem of de ondergrond;

b) de gebruikte bewakings- en analysemethode stemt overeen met de internationale beginselen inzake kwaliteitscontrole, met inbegrip van eventueel de CEN-methodes of de genormaliseerde nationale methodes om de verstrekking van gegevens van evenwaardige wetenschappelijke kwaliteit en vergelijkbaarheid te garanderen;

c) de beoordeling steunt op een statistische methode, bijvoorbeeld de regressietechniek, voor de analyse van de tijdelijke trends in chronologische reeksen van afzonderlijke bewakingspunten;

d) om te voorkomen dat de vaststelling van de trends vertekend wordt, wordt de helft van de waarde van de hoogste kwantificatiegrens van alle tijdelijke reeksen toegerekend op alle lagere metingen op de kwantificatiegrens, behalve voor het totaal van de pesticiden.

3) de identificatie van de significante en aanhoudende stijgende trends van concentraties van stoffen die tegelijk natuurlijk aanwezig zijn en voortvloeien uit de menselijke activiteit houdt rekening met de uitgangspunten van de vaststelling en, indien ze beschikbaar zijn, met de gegevens ingewonnen voor het opstarten van het bewakingsprogramma met het oog op de vaststelling van trends in het kader van het eerste beheersplan voor een stroomgebiedsdistrict bepaald in artikel D.24.

## II. Uitgangspunten van de omkeringen van trends

De stroomgebiedsoverheid keert de significante en aanhoudende stijgende trends, zodra ze vastgesteld zijn, om overeenkomstig deel D I. van deze bijlage, met inachtneming van de navermelde vereisten :

1) Het uitgangspunt voor de uitvoering van maatregelen met het oog op de omkering van significante en aanhoudende stijgende trends stemt overeen met een concentratie van de verontreinigende stof gelijk aan 75 % van de waarden van de parameters in verband met de kwaliteitsnormen van het grondwater vastgesteld in deel A.I van deze bijlage en van de drempelwaarden vastgesteld in deel A. II van deze bijlage behalve als :

a. er een vroeger uitgangspunt nodig is zodat de maatregelen voor de trendomkering elke verslechtering van de kwaliteit van het grondwater met een impact op het leefmilieu zo spaarzaam mogelijk kunnen voorkomen of tenminste zo goed mogelijk kunnen verzachten;

b. er een vroeger uitgangspunt nodig is indien het grondwaterlichaam in goede of zeer goede staat verkeert maar in wisselwerking staat met ecosystemen, vochtige gebieden of waterwinningen die een aangepaste bescherming behoeven;

c. een verschillend uitgangspunt verantwoord is indien de detectiegrens op 75 % van de parameterwaarden het bestaan van een trend niet kan aantonen; of

d. het toenamepercentage en de omkeerbaarheid van de trend zijn zodanig dat de keuze van een later uitgangspunt voor de trendomkeringsmaatregelen alsnog elke verslechtering van de kwaliteit van het grondwater met een impact op het leefmilieu zo spaarzaam mogelijk kunnen voorkomen of ten minste zo goed mogelijk kunnen verzachten. In voorkomend geval verhindert de keuze van een later uitgangspunt niet de inachtneming van de streefdata die vastgesteld zijn om de leefmilieudoelstellingen te bereiken.

2) Als er eenmaal een uitgangspunt is vastgesteld voor een grondwaterlichaam dat als risicovol is bestempeld overeenkomstig bijlage IV, deel II, punt 2), d) en in punt 1 hierboven, wordt het niet meer gewijzigd in de loop van de zesjarige cyclus van het beheersplan voor een stroomgebiedsdistrict als bepaald in artikel D.24.

3) De trendomkeringen dienen aangetoond te worden, rekening houdend met de relevante bepalingen inzake de bewaking opgenomen in deel D.I, punt 2.

### Deel E

#### BEOORDELING VAN DE CHEMISCHE TOESTAND VAN HET GRONDWATER

Voor de beoordeling van de chemische toestand worden de resultaten van de verschillende bewakingspunten in een grondwaterlichaam verenigd voor het gehele lichaam. Opdat een grondwaterlichaam in goede staat verkeert moet(en) voor de chemische parameters waarvoor het deel A van deze bijlage in leefmilieukwaliteitsnormen of drempelwaarden voorziet :

- de gemiddelde waarde van de resultaten van de bewaking op elk punt van het grondwaterlichaam berekend worden,

- overeenkomstig deel C van deze bijlage die gemiddelde waarden gebruikt worden om aan te tonen dat de goede chemische toestand van het grondwater nageleefd wordt.

Het operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst, Departement Leefmilieu en Water verstrekt een kaart waarop de chemische toestand van het grondwater aangegeven wordt met de volgende kleuren :

Goed : groen,

Middelmatig : rood.

De kaart geeft ook met een zwart puntje aan welke grondwaterlichamen op duurzame en duidelijk omschreven wijze een stijgende tend van enigerlei verontreinigende stof voortvloeiende uit de menselijke activiteit ondergaan. De trendomkeringen moeten met een blauw puntje op de kaart aangegeven worden.

Die kaart is inbegrepen in het beheersplan van het stroomgebiedsdistrict.

Het operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst, Departement Leefmilieu en Water verstrekt eveneens een afzonderlijke kaart waarop de kwantitatieve toestand van het grondwater uit het bewakingsnet voor elk grondwaterlichaam aangegeven wordt met de volgende kleuren :

Goed : groen,

Middelmatig : rood."

**Art. 9.** In het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt bijlage XX als volgt vervangen :

#### "BIJLAGE XX

##### **Voornaamste relevante verontreinigende stoffen voor het grondwater**

Lijst I: gevaarlijke of als gevaarlijk beschouwde stoffen

1. Gehalogeneerde organische verbindingen en stoffen die organische verbindingen van dat type kunnen vormen in het aquatische milieu, en meer bepaald gechlorideerde koolwaterstoffen en PCB's;

2. Organische fosforverbindingen

3. Organische tinverbindingen

4. Stoffen en voorbereidingen of hun afbraakproducten waarvan het kankerverwekkend of mutagene karakter of de eigenschappen, die de steroïdogenische, thyreotische of voortplantingsfuncties of andere endocrinische functies in of via het aquatische milieu kunnen aantasten, aangetoond werden;

5. Persistente koolwaterstoffen of persistente en bioaccumuleerbare organische stoffen en meer bepaald :

- Monocyclische aromatische koolwaterstoffen
- Minerale oliën (meetbare door de koolwaterstofindex (C10-C40))
- Polycyclische aromatische koolwaterstoffen

1. Cyaankali;

2. Kwik en kwikverbindingen;

3. Cadmium en cadmiumverbindingen;



4. Gewasbeschermingsproducten omschreven in artikel 1 van het koninklijk besluit van 28 februari 1997 en biociden omschreven in Titel 1, artikel 1, van het koninklijk besluit van 22 mei 2003 overeenkomstig de wet van 21 december 1998.

Lijst II : andere stoffen die het grondwater verontreinigen

1. Arsenicum en verbindingen ervan;
2. Nickel en verbindingen ervan;
3. Zink, koper en verbindingen ervan;
4. Andere metalen en verbindingen ervan;
5. Stoffen die tot de eutrofiëring bijdragen (meer bepaald nitraten en fosfaten);
6. Stoffen met een negatieve invloed op de zuurstofbalans (en die gemeten kunnen worden met parameters zoals BZV, CZV, permanganaatgetal en organische koolstof);
7. Stoffen in suspensie (ook die welke met de troebelheidsgraad gemeten kunnen worden);
8. Ammonium;
9. Boraat;
10. Fluoride;
11. Chloride;
12. Sulfaat."

**Art. 10.** Het decreet van 22 november 2007 tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek wat betreft de voorkoming en het herstel van leefmilieuschade is van toepassing op de activiteit waarvan sprake in punt 11 van bijlage I bij het decreetgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek.

**Art. 11.** In bijlage XXXIII, Tabel B, van het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt de titel van de tweede kolom van de tabel als volgt vervangen :

**"Routinecontrole : Aantal monsternemingen per jaar (Noten 2, 3 en 5)"**

In dezelfde bijlage wordt er een noot 5 toegevoegd aan de noten onder Tabel B, luidend als volgt :

"Noot 5. Bij een tussentijdse bevoorrading met een kortere termijn wordt de frequente van de controle van het water verdeeld met een tankwagen of -schip als volgt vastgesteld :

- een aanvankelijke routinecontrole;
- in voorkomend geval, bijkomende controles geval per geval vastgesteld door het Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpmiddelen en Leefmilieu, Departement Leefmilieu en Water."

**Art. 12.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 februari 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

F. 2009 — 1062

[2009/201222]

**6 MARS 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 portant création de la Commission wallonne des Marchés publics**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles, notamment son article 83, § 1<sup>er</sup>;

Vu le décret du 5 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 portant création de la Commission wallonne des Marchés publics;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, rendu le 12 février 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre-Président,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 4, à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 portant création de la Commission wallonne des Marchés publics, les mots "le Secrétariat général et" sont ajoutés après le mot "représentant".

Au même article, l'alinéa suivant est ajouté : "Pour chaque membre effectif, il est désigné un membre suppléant, sauf pour ce qui concerne les membres visés à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>".

**Art. 2.** L'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté est remplacé comme suit :

"Art. 6. Le mandat des membres de la Commission a une durée de cinq ans."

**Art. 3.** A l'article 7 du même arrêté, les mots "et au Parlement" sont ajoutés en fin de phrase.

**Art. 4.** Le Ministre-Président est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 mars 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE